



Le Soleil, Jacques Deschênes

Le chanteur Bernard Cimon

Bernard Cimon s'est glissé dans la vie d'une femme

page E-1

La visite du groupe Slask soulève la controverse

page E-3



Le Portugal

Tourisme cahier F

AFFRONTER LA CRISE

AFFRONTER LA CRISE: C'est sous ce thème général que LE SOLEIL entreprend aujourd'hui une importante série de reportages sur la situation pénible que vivent des milliers et des milliers de Québécois à la suite de la détérioration radicale de l'économie et, par ricochet, de l'emploi.

Désireux de secourir tous ceux et toutes celles qui peuvent agir sur cette situation économique plus que déplorable, c'est à un effort collectif de sa force journalistique (une centaine de personnes affectées à la rédaction de textes et à leur présentation dans le journal) que LE SOLEIL a décidé de faire appel.

Quelle est l'ampleur de l'actuelle crise économique? Prendra-t-elle fin bientôt? Quels sont les droits des sans-travail? De quelle façon les revenus et les dépenses des gouvernements sont affectés par cette crise? Comment certaines entreprises et personnes s'y prennent pour s'en sortir?

C'est pour répondre à ces questions et à plusieurs autres que des reportages nombreux et diversifiés en provenance de ses bureaux régionaux, de ses bureaux politiques, de ses sections spécialisées, économie-finances, dossiers, affaires urbaines, arts et spectacles, consommation, alimentation et habitat, crayons de Soleil, sport et tourisme seront publiés au cours des trois prochaines semaines. Des journalistes de la section générale apporteront également une contribution significative.

Au cœur de cette action collective, une chronique quotidienne sera publiée sous la plume des journalistes Guy Dubé et Guy Amyot.

Annonces d'emploi gratuites dans LE SOLEIL

Née pour aider les chômeurs

La chronique de Guy Dubé en A-5



Le Soleil, Gilles Lafond
Jeanne Lalanne, responsable du mouvement Action-chômage

Chômage

Québec est la 2e ville la plus touchée

par Denis ANGERS

Durement touchée par la récession, Québec se retrouve une nouvelle fois au deuxième rang, parmi les grandes villes canadiennes les plus affectées par le chômage. En février, le pourcentage de sans-emplois a en effet atteint la marque record de 12,9 pour 100 dans la capitale. Ce qui, comme en décembre dernier, place Québec juste derrière Saint John, Terre-Neuve (13,5 pour 100) sur la liste des agglomérations comptant le plus fort contingent de chômeurs au pays.

Ce taux sans précédent apparaît à la lecture des plus récentes données relatives à la situation de l'emploi, des données rendues publiques hier par Statistique Canada. Qui plus est, pour l'ensemble de la région de Québec, le pourcentage de chômeurs se chiffre à pas moins de 14,1 pour 100, un autre sommet. En fait, au cours de février, le taux de chômage a crû de 1 pour 100, comparativement à janvier. Ce qui porte à quelque 62.000 le nombre de travailleurs à la recherche d'un emploi, par rapport à 57.000 en janvier.

La situation régionale de l'emploi — que des organismes aussi divers que la Chambre de commerce et le Conseil régional de développement ont déjà qualifiée de "catastrophique" — fait d'ailleurs l'objet d'une analyse dans un récent document sur "la situation économique au Québec", publié par le gouvernement fédéral.

Sans grand étonnement, on y apprend que, au chapitre de l'emploi, "une crise brutale s'est amorcée vers le milieu de l'année 1981 suite à une vague sans précédent

Voir A-2, CHÔMAGE



Le Soleil, Isabelle Jinchereau

"Pas facile de subvenir aux besoins de mes deux fils", avoue Fernand Germain, un veuf qui, depuis décembre, a écopé de deux mises à pied chez Bourassa, une compagnie de Portneuf.

Comment cela se vit dans Portneuf

page A-3

La reprise sera pour l'automne

Dossiers page B-1

Marc Tardif ne prend plus facilement panique

page D-1



Peter Statsny a bien encaissé le départ de Frycer

page D-1

Guy Lafleur flanque la trouille au Canadien

page D-2

Pourquoi pas une finale Ste-Marie et Ste-Foy?

page D-2

Communes: leur d'espoir avec la "formule" Pinard

OTTAWA — (PC) Le leader du gouvernement aux Communes, M. Yvon Pinard, a proposé, hier, une solution à l'impasse qui paralysait les travaux parlementaires depuis 11 jours.

Yvon Pinard a déclaré, lors d'une conférence de presse, qu'il a une proposition compliquée qui consentirait au Parti conservateur presque deux jours pour négocier l'issue de la controverse touchant le projet de loi sur l'énergie.

Pinard a exhorté les conservateurs à montrer de la bonne volonté et à accepter sa proposition qui permettrait aux Communes de reprendre ses travaux mercredi.

Le vote sur la fameuse motion

serait tenu dès le début de cette journée parlementaire. Alors les leaders des deux partis pourraient tenter de négocier un accord sur le projet de loi énergétique.

Il pourraient négocier jour et nuit jusqu'à vendredi midi. Si, à ce moment, une entente ne s'est pas matérialisée, le gouvernement déposerait le projet de loi devant les Communes et demanderait la tenue du débat. Cependant, les négociations pourraient se poursuivre.

M. Pinard, en réponse aux questions de la presse, a déclaré que "ce pourrait être une bonne idée" que d'étendre la période de négociations au lundi suivant (soit une période de six jours) avant le début du débat aux

Communes si les conservateurs le jugent nécessaire.

Il suffirait ainsi de désigner, vendredi, comme deuxième journée d'opposition.

Réaction de l'Opposition

Le leader parlementaire des conservateurs, M. Nielsen, a indiqué quant à lui qu'il devra d'abord faire part de la proposition du gouvernement à son leader, M. Joe Clark, actuellement à Vancouver, puis au caucus des députés, lundi.

M. Nielsen a soutenu qu'il est confiant qu'en s'engageant dans une procédure de négociations avec le gouvernement sur la question du frac-

tionnement du projet de loi, on pourra arriver à des résultats satisfaisants.

"Pouvez-vous imaginer qu'après cela, il puisse revenir avec le même projet de loi?", a demandé M. Nielsen.

Quant au ministre Pinard, il a déclaré que l'offre de négociation du gouvernement était sincère, "le passé étant garant de l'avenir", a-t-il dit, rappelant que ce genre de négociations se déroule sur une base quotidienne en temps normal.

Conservateurs et néo-démocrates se sont alliés sur la question de la division du projet de loi sur la sécurité énergétique, que plusieurs experts en

Voir A-2, COMMUNES



L'alimentation animale endurecît les bactéries qui attaquent l'homme

Science page B-4

Sommaire

Annonces classées	H-6 à H-8
Arts et spectacles	G-1 à G-24
Bandes dessinées	E-1 à E-12
Bridge	G-23
Carrières et professions	G-22
Décès	B-6 à B-9
Economie-finances	H-8 et H-9
Editorial	C-8 à C-10
Habitat	A-6
La bonne chère	F-9 à F-11
Loteries	H-3 à H-5
Monde	A-2
Mot mystère	F-12, H-1 à H-9
Mots croisés	G-1
Où aller à Québec	G-21 et G-19
Pages documentaires	E-12
Sport	B-1 à B-3
Tourisme	D-1 à D-8
	F-1 à F-8

météo

Pluie en mi-journée, vent modéré à Québec et dans l'Est. Minimum moins 3 et maximum plus 7. Demain, dégelage.

Détails en page H-6

Les départs vers l'Ouest se font plus nombreux

MONTREAL (PC) — Les Québécois qui ont profité des allocations fédérales pour s'installer dans les régions où il y a du travail ont été deux fois plus nombreux cette année à quitter la province.

En effet, d'avril à la fin de janvier 1982, 439 des 1,283 Québécois qui se sont prévalus du programme de mo-

bilité sont démenagés à l'extérieur du Québec, soit deux fois plus qu'au cours de chacune des deux années précédentes.

Essentiellement, le programme du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, administré par les Centres d'emploi du Canada, s'adresse aux chômeurs qui trouvent du travail dans

une autre région. Le montant des allocations de déménagement varie selon une série de critères.

La tendance au déplacement vers l'ouest dépasse le Québec et un examen de la liste des bénéficiaires du programme de mobilité indique que l'Ontario et Terre-Neuve perdent aussi une partie de leurs travailleurs au profit de l'Alberta.

entreprises et chômeurs mais sur place.

Le Québec n'offre aucun équivalent à ce programme mais l'adjoint parlementaire du ministre du Travail, M. Robert Dean, a déclaré au Devoir qu'une loi sur les fermetures d'usines et les licenciements comporterait des dispositions sur le remplacement des employés.

Un tel projet de loi sur les licenciements devrait être déposé vers la fin du printemps.

M. Dean a précisé en outre que les problèmes d'adaptation n'étaient pas rares chez ceux qui quittaient le Québec, ceci sans compter la perte d'une richesse culturelle pour le Québec.

Le gouvernement du Québec fait aussi valoir que les départs entraînent une diminution des subventions fédérales pour divers programmes, basées sur le nombre d'habitants. Un cercle vicieux est ainsi créé, plus les gens partent, plus l'argent est rare et plus les entreprises ferment.

Quelques retours imprévus surviennent mais règle générale ceux qui quittent le Québec restent au moins deux ou trois ans et souvent plus.

CHÔMAGE

Suite de la première page

de ralentissements de la production, de mises à pied et de fermetures". Une vague qui a notamment frappé les manufactures et le commerce. En fait, constate-t-on, "dans la zone périphérique du Québec métropolitain, l'emploi a atteint son niveau le plus bas depuis cinq ans".

Les secteurs affectés

Dans cette grande région qui, aux fins de calcul, comprend également la Côte-Nord, "les performances en termes d'emplois et de production de la plupart des secteurs de l'activité économique ont été inférieures à 1980", au cours de l'année écoulée.

Et ce, notamment pour ce qui est du textile, du vêtement et du cuir ainsi que dans les industries du bois et du meuble. Dans tous ces domaines, les mises à pied se sont d'ailleurs dénombrées par centaines, depuis l'automne 1981.

D'autre part, constatent les analystes fédéraux, la construction domiciliaire a connu une troisième année de vaches maigres et "on ne prévoit pas de relance significative dans ce secteur en 1982". Il importe également de mentionner les bouleversements qui ont touché les secteurs du commerce, de la finance et des assurances. Qu'il suffise de penser aux 1,200 employés du groupe Paquet-Syndicat, aux travailleurs de la vingtaine de concessionnaires d'automobiles aujourd'hui fermés, à ceux des magasins de meubles disparus...

Et l'avenir

Grosso modo, seules quelques entreprises ont su résister à la récession, génératrice de licenciements et de chômage. Dans ce cercle sélect, on trouve les usines Bombardier de La Pocatière qui ont triplé leur nombre d'employés, l'usine d'autobus Prévost, les composantes du groupe Canam-Manac.

Au mieux, en 1982, la croissance de l'emploi sera d'ailleurs faible alors que la population active, évaluée actuellement à 480.000 personnes, continuera d'augmenter. Seules tâches claires à ce sombre tableau, quatre projets susceptibles de contribuer à une certaine relance économique. Ce sont l'arrivée du gazoduc de la Trans-Québec et Maritimes, la construction de l'usine de méthanol de Saint-Juste, le développement du secteur du Vieux-Port de Québec et le programme d'agrandissement de la raffinerie Ultramar de Saint-Romuald.

Les Québécois en quête d'emplois pourront aussi espérer profiter des retombées du programme de modernisation de l'industrie des pâtes et papiers, chez Reed, Domtar et Abitibi-Price de Québec, Donnacona et Beauré.

COMMUNES

(Suite de la première page)

la matière jugent non conforme à la tradition parlementaire.

Les conservateurs ont déclaré que le projet de loi constituait un sérieux accroc à la démocratie parlementaire, en obligeant les députés à se prononcer en bloc sur quelque 15 mesures législatives différentes, de même que sur quatre hausses de taxe, au sujet desquelles le gouvernement réclame le pouvoir de fixer un plafond.

La cloche appelant les députés pour le vote, qui sonne depuis mardi, le 2 mars à 16h20, continuera donc de sonner au cours du week-end, jusqu'à ce que les conservateurs décident de se présenter en Chambre.

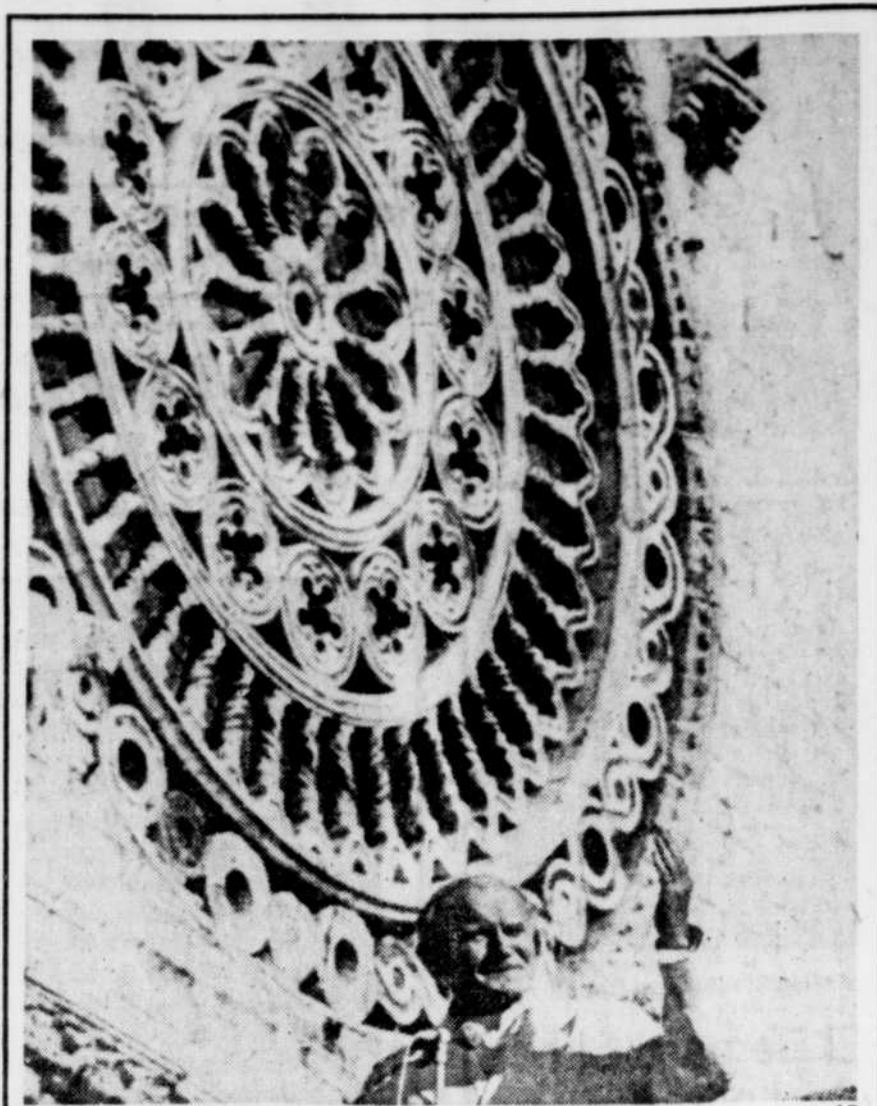
Cela constitue un cas sans précédent dans les annales du parlementarisme britannique, aucune opposition n'ayant choisi ou pu utiliser une telle stratégie pour amener le gouvernement à négocier quoi que ce soit.

LE SOLEIL au canal 9

Après une première initiative de ligne ouverte avec les lecteurs effectuée au SOLEIL même, une nouvelle expérience sera tentée mardi soir prochain, le 16 mars, au canal 9, lors de l'émission hebdomadaire "Consultation-Service".

En effet, à l'invitation de l'animateur, M. Jacques Audet, et de la Télé-Université, le président-directeur général du SOLEIL, M. Paul A. Audet, et le rédacteur en chef et éditeur adjoint, M. Claude Masson, seront en studio pour répondre aux questions des citoyens intéressés au vaste domaine de l'information et des communications.

L'émission Consultation-Service est télédiffusée au canal 9, de 21h30 à 23h, le mardi soir. Pour rejoindre MM. Audet et Masson, les intéressés devront communiquer à 670-9090 tout au cours de cette heure et demie.



Le pape à Assise

Le pape Jean-Paul II a lancé hier depuis Assise un appel aux évêques, aux prêtres et aux religieux à "sortir des sacristies" et à suivre l'exemple de saint François, prédicateur itinérant, pour assurer au monde en crise "une reprise religieuse et morale". Cette réunion extraordinaire de l'épiscopat italien marquait le 800e anniversaire de la naissance de saint François d'Assise.

Prenez le Prêt-à-partir du Connaisseur

Vous êtes à bord de notre Service Connaisseur. Et voilà que, petit à petit, vous ne vous sentez plus pressé par le temps. Vous vous laissez aller au plaisir du voyage.

Le Service Connaisseur est un Prêt-à-partir relax qui vous permet enfin de profiter du temps. Le temps d'un personnel expert. Celui d'Air Canada.

Au départ, en vol et à l'arrivée. Ce service fait sur mesure pour les grands voyageurs fait déjà l'envie de autres lignes aériennes, tant par son exceptionnelle qualité que par l'étendue de son réseau. Ici au pays. Vers les États-Unis. Et même vers l'Europe.

En Connaisseur, vous profitez d'un service grand confort en vol. Au tarif de la classe économique! Nous ne ménageons aucun effort pour créer autour de vous une ambiance de quiétude et de raffinement.

Laissez-vous aller au plaisir du voyage. En notre compagnie.

VOUS AVEZ TOUT NOTRE TEMPS.



MIRABEL VERS PARIS:

4 vols par semaine

MIRABEL VERS LONDRES:

3 vols par semaine

MIRABEL VERS ZURICH:

3 vols par semaine

AIR CANADA



LOTOS

LOTO PROVINCIAL

2328816 gagne \$500,000
328816 gagnent \$50,000
28816 gagnent \$1,000
8816 gagnent \$100
816 gagnent \$25
16 gagnent \$10

MINI-LOTO

124379 gagnent \$50,000
24379 gagnent \$5,000
4379 gagnent \$250
379 gagnent \$50
79 gagnent \$5

LOTO 6/36

2-5-9-13-21-24
numéro complémentaire: 32

LA QUOTIDIENNE

(tirage de vendredi)
2-5-1
Informations: 643-8990

Sixième génération

REDWOOD CITY, Californie (AP) — Une fille de trois kilos et demi prénommée Tara est née hier dans une famille de Californie qui compte désormais, grâce à elle, six générations en vie.

Sa mère, Mme Kimberly Kathleen Peters, 19 ans, se porte bien, de même que son arrière-arrière-grand-mère, Mme Frankie Underwood, âgée de 90 ans.

LE SOLEIL

SERVICE AUX ABONNÉS (TIRAGE)
647-3333 Lundi au vendredi 8h30 à 19h30
Samedi 9h00 à 13h00

647-3233 RENSEIGNEMENTS
647-3394 REDACTION

LE SOLEIL, fondé en 1896, est imprimé au numéro 390, rue St-Vallier est, Québec, G1K 7J6, par Le Soleil Limitée. Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1206.

TÉLÉ SOLEIL et dimanche

SAMEDI 13 MARS	13h00	19h30	22h47
	3 7 9 9 11 12 13 Univers des sports	3 5 7 9 9 11 12 13 Faul voir ça: "Claude Dubois"	3 5 7 9 9 11 12 13 Le téléjournal
	12h00 3 5 7 9 9 11 12 13 Sculpture environnement ale		23h07 3 5 7 9 9 11 12 13 Sport-dimanche
	17h00 12 Cinéma de 17 heures: "Zeppelin LZ 35"		23h22 3 5 7 9 9 11 12 13 La politique provinciale
DIMANCHE 14 MARS	19h45	21h00	23h41
	99 Les Troubadours Documentaire	99 Petit théâtre L'abime	3 5 7 9 9 11 12 13 Ciné-Club: "Keiko"
	12h00 3 NBA Basketball Phoenix vs Boston		99 St. Patrick's Parade



Nakamichi

La plus haute performance en matière de magnétocassette. Un son superbe, une reproduction inégalée.

480 2 têtes
Seulement **629\$**

SPECIAL TDK SA-C-90 55\$ pour 10

stéréquad
710, côte Franklin Québec
687-0909

AFFRONTER LA CRISE

Portneuf et l'industrie forestière Le travailleur reste chez lui

par Isabelle JINCHEREAU
(collaboration spéciale)
PORTNEUF — "J'ai de la misère à joindre les deux bouts. Régler les comptes de téléphone, d'électricité, de taxes, l'habillement et la nourriture, en plus des paiements habituels, ouf! Par chance, les conserves de mon jardin m'aident à tenir le coup".
Veuf, père de deux garçons de 12 et 14 ans, Fernand H. Germain, 49 ans, du Grand-Rang à Saint-Raymond, n'en a même pas large. Employé à la scierie Bourassa, il est à sa quatrième mise à pied depuis 13 ans. Depuis décembre, il a repris le chemin de la maison deux fois. Sans compter la grève de 10 semaines qui a paralysé l'industrie en 1981.
Avec un salaire net de \$243 par semaine, M. Germain réussissait à boucler ses paiements mensuels de voiture et de maison, totalisant \$330. Mais en chômage, la situation s'envenime. Mis à pied le 11 décembre dernier, il recevait \$170 en prestations jusqu'à sa rentrée au travail, le 1er février. Il y a deux ans, lors du décès de son épouse, il a voulu obtenir l'aide du gouvernement pour prendre soin de la maison. Refus catégorique. Déçu de la performance du PQ? "Ça se dit pas", clame-t-il.

Pas de folies à faire
Chez la famille d'Henri-Paul Moisan de St-Raymond, on s'estime plus chanceux. Opérateur de tour depuis 11 ans chez Bourassa, père de deux enfants âgés de 8 et 21 mois, M. Moisan touche \$250 net

par semaine. "On n'a pas de folie à faire", dit-il. Son épouse ne travaille pas. A loyer, le travailleur a remis depuis belle lurette son projet d'achat d'une maison parce qu'il est mis à pied trop souvent. A l'usine, les employés viennent de rejeter une entente entre le syndicat et le patron pour l'application d'un programme d'assurance à frais partagés. Ça pourrait changer bien des choses à l'usine, "croit M. Moisan, qui écope cette semaine d'une deuxième mise à pied.

Métier instable
Bûcheron depuis six ans pour la Consolidated-Bathurst, Aurèle Denis, 28 ans, réside à Saint-Ubalde. Père de deux enfants de 3 et 4 ans, il écope lui aussi des déboires du secteur du bois et du papier. En 1981, il a travaillé huit mois en forêt. Une bonne année, c'est 10 mois. Payé à forfait, il doit abattre, avec une équipe de deux hommes, 150 arbres par jour pour récolter un salaire décent, soit \$20,000 et plus.

"C'est un métier harassant, très instable, tributaire du marché et du climat. Quand il pleut, il faut aller s'asseoir sur le terrain de coupe si on ne veut pas perdre son boni de stabilité", indique M. Denis. Pourtant, selon lui, en 1982 ça n'existe pas des gars qui vont s'asseoir sur la job sans être payés. Il faut 100 jours de travail consécutifs pour avoir droit à ce boni de 5 pour 100 qui représente \$500 net.
L'an dernier, après 94 jours de travail, la compagnie a annoncé aux bûcherons qu'elle n'avait plus

d'ouvrage pour eux. Heureusement, une commande imprévue a permis aux hommes de compléter leur calendrier. Passé 40 ans, ce métier devient risqué. Actuellement, Aurèle Denis reçoit son chômage. Il doit reprendre le travail en mai, à moins qu'entre-temps, il ne décroche une commande d'un autre contracteur.

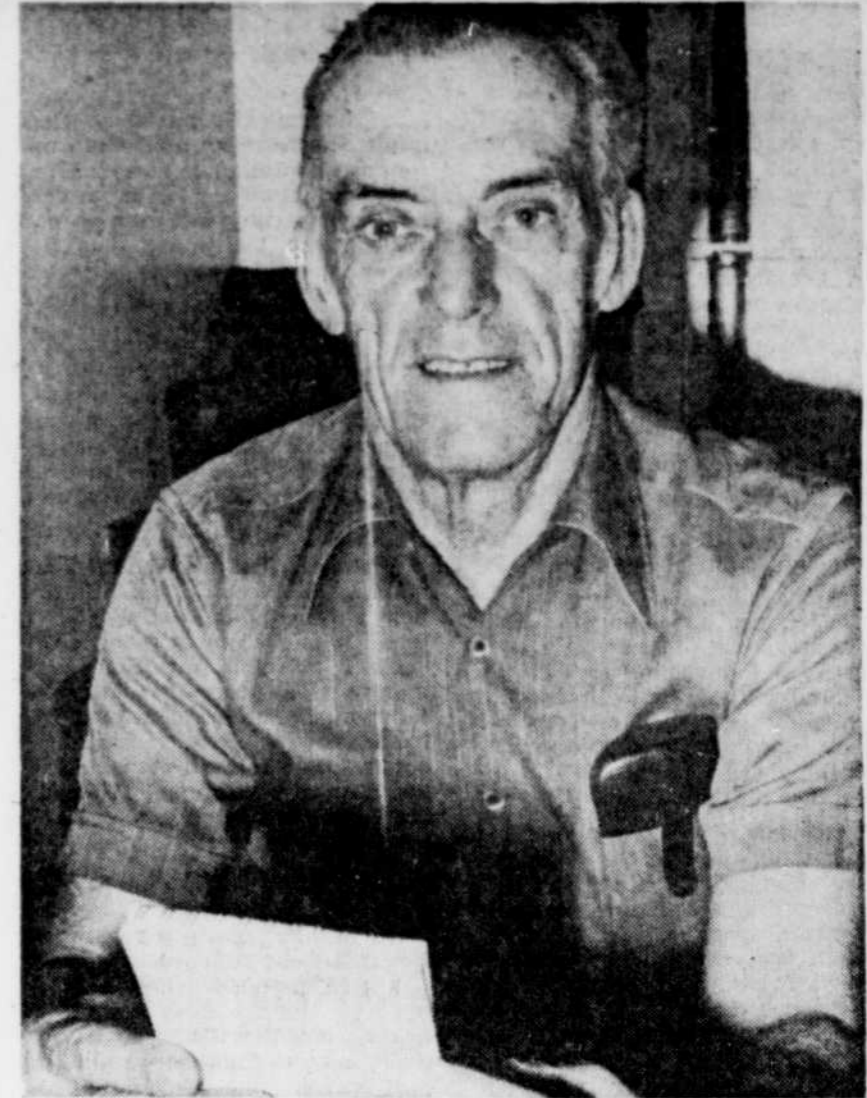
Mis à pied après 22 ans
Odilon Trépanier, 60 ans, père de trois grands enfants, est à l'emploi de Domtar depuis 22 ans. Affecté au département des matériaux de construction depuis 10 ans, il a été touché pour la première fois par le ralentissement de la production en février, tout comme 46 de ses collègues. Certains avaient plus de 35 ans d'expérience. M. Trépanier a repris son emploi le 1er mars. "A mon âge vous savez, c'est difficile de se replacer du côté du papier, à cause de la complexité des machines", confie le vétérinaire.

Au ralenti
Fleuron de l'économie portneuvienne, le secteur du bois et des pâtes et papiers englobe 49 des 119 industries du comté. A lui seul, il draine depuis 10 ans des investissements de plus de \$75 millions. Selon un relevé sommaire effectué par LE SOLEIL, 2,535 travailleurs de ce secteur ont été touchés par la récession. L'ouest et

le nord du comté demeurent les plus vulnérables. Les quatre géants du papier, le moulin Ford de Portneuf, Domtar de Donnacona, l'usine de 3RIAUX DE Pont-Rouge et la papeterie de Chute-Panet, ont effectué 500 mises à pied depuis décembre 1981. Certains, comme Pont-Rouge et Donnacona ont redémarré. Ailleurs, on fonctionne à environ 65 pour 100 de la capacité. "Le marché demeure imprévisible, donc notre personnel fluctue constamment", explique Geneviève Ford, porte-parole de l'usine de Portneuf.

Du côté des scieries, on n'est guère plus optimiste. Entreprises saisonnières, la majorité d'entre elles repartent en mars et avril. Beaucoup à capacité réduite cependant. C'est notamment le cas des Industries de Bois de Saint-Raymond, qui opèrent depuis janvier à 50 pour 100 de son rendement. A la scierie Paquin de Montambault, une seule équipe d'ouvriers s'active sur le terrain depuis plus d'un an. Chez Eloi Moisan de Saint-Gilbert, on a réduit légèrement les effectifs mais on s'accroche au marché Portbois, véritable bouée permettant aux scieries Perron & Simard & Fils de Saint-Ubalde, ainsi qu'à Moisan & Morasse de Saint-Léonard d'écouler leurs produits.

Dans Portneuf, on attend patiemment la rence. Mais certains industriels, comme Gilles Beaumont, de la scierie Beaumont de Sainte-Catherine, refusent de se leurrer. "L'année 1982 s'annonce bien mal", conclut-il.



A 60 ans, Odilon Trépanier ne se fait plus d'illusions. "Les nouvelles jobs chez Domtar, c'est pas pour 'les anciens'. On n'est pas assez vite."



Aurèle Denis et sa femme Noëline en ont long à dire sur le métier de bûcheron: "Instable, harassant, payant quand il y a de l'ouvrage".



Chez les Moisan, on se débrouille bien. Mais il a fallu mettre de côté les projets d'achat d'une maison.

Une demande pour faire de Portneuf une zone désignée

par Isabelle JINCHEREAU
(collaboration spéciale)
PORTNEUF — Avec un taux de chômage frôlant le 37 pour 100, la région de Portneuf pourrait aisément être choisie comme "zone désignée", tout comme l'ont été la Côte-Nord et le secteur de Montmagny.
C'est ce que croit mordicus Hervé Houde, animateur du Mouvement Action-chômage Portneuf, à la lumière des statistiques recueillies dans le milieu l'été dernier. Au 1er juin 1981, le comté regroupait 3,041 prestataires sur une population active de 11,000 personnes. Aujourd'hui, on dénombre 1,720 bénéficiaires de l'aide sociale. Au MAC Portneuf, on est débordé: les

chômeurs découragés, en dépression, se succèdent dans les bureaux desservant le centre et l'ouest du comté. "Les gouvernements devraient accentuer la participation des travailleurs aux bénéfices des entreprises, histoire de les motiver", constate M. Houde.

Au point de service du centre de main-d'oeuvre du Canada, à Donnacona, Linda Boily, conseillère, accueille près de 75 personnes de tout âge chaque mercredi. Les offres d'emploi ne sont pas aussi diversifiées sur le tabillard.

A la Société d'expansion économique de Portneuf, le directeur Fernand Lirette se rabat sur le projet

hydro-électrique Delaney pour atténuer la crise. "La situation n'est pas si catastrophique, si on considère par exemple que le marché du bois est cyclique", conclut-il.

Mais, de l'avis du président du Conseil régional de développement de Québec, M. Paul-Guy Boucher, la population de Portneuf commet une erreur en misant uniquement sur des superprojets comme Delaney et le pénitencier de Donnacona. Selon lui, il faudrait valoriser des secteurs comme l'agriculture et la forêt. Le CRD précisera son orientation sur le développement de Portneuf dans un mémoire qu'elle déposera le 30 mars prochain.

CORRECTION
Il s'est glissé une erreur dans le cahier publicitaire "PLACE FLEUR DE LYS", inséré le mardi 9 mars dans ce journal.
Dans notre annonce, Page 42 -
A l'article D. Miroir de commode, on aurait dû lire: 38 1/2" x 32 1/4" (au lieu de 41" x 37")
Nous nous excusons de cette erreur auprès de notre clientèle.

ANGELE BLANCHARD
DOCTEUR EN OPTOMETRIE
653-1969
● Examen de la vue (enfants/adultes)
● Rééducation visuelle
● Optique (verres de contact, lunettes)
950, de Bourgogne, Ste-Foy
(Angle Duplessis et Quatre-Bourgeois)

La Croix-Rouge Canadienne vous invite à la sécurité aquatique

COURS DE NATATION

PRINTEMPS '82
Piscine CEGEP Garneau
1660, boul. de l'Entente
(Temp de l'eau: 81°F)
et
Piscine Centre Fr.-Charon
525, boul. Hamel
(Temp. de l'eau: 86°F)
QUÉBEC NATATION
687-4045
651-1774

Enfants:
1 à 5 ans: initiation à l'eau, niveaux I, II et III
5 ans et plus: tous les niveaux de la Croix-Rouge
Adultes: avancés, intermédiaires, débutants, débutants-débutants (ceux qui ont très peur de l'eau) un soir par semaine
Médaille de bronze
Moniteur adjoint
Sur demande: cours et activités de groupe
Bain libre et sauna
Début de la session:
Garneau: enfants: 20 mars
autres: 17 avril
Fr.-Charon: tous: 17 avril

Cours et stages:
formation de moniteurs et assistants-moniteurs en enseignement de la natation préscolaire
théorie: 8 heures
stages: 12 heures
Début des cours: 22 mars
Fin des stages: 5 juin
Conditionnement physique aquatique prénatal
un soir par semaine au CEGEP Garneau
Début des cours: 19 avril

Des dépôts garantis à rendement élevé et à termes variés...

La Fiducie du Québec vous offre une gamme complète de dépôts garantis. Vous pouvez choisir la durée du dépôt et la fréquence de versements d'intérêts qui vous conviennent. Il s'agit d'un placement à rendement élevé dont le capital et les intérêts sont garantis de la date d'émission du certificat jusqu'à son échéance. De plus, il ne comporte aucuns frais.

17 1/4 3 ans
Intérêts payés annuellement
Dépôt initial minimum 1 000 \$
Dépôts subséquents 500 \$

Nos conseillers se feront un plaisir de vous renseigner sur la gamme complète des dépôts garantis. A la Fiducie du Québec, on s'occupe de vous personnellement et en toute discrétion.

Les dépôts garantis de la Fiducie du Québec, c'est une bonne affaire. Garanti!

Fiducie du Québec
Taux sujets à changements. Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec.
desjardins

Succursales Modes d'épargne
Chicoutimi (418) 549-5746
1-800-463-9657
Place du Royaume
Laval (514) 668-5223
1-800-361-3803
Place Val des Arbres
Montréal (514) 281-8840
1-800-361-6840, poste 8840
Complexe Desjardins
Québec (418) 653-6811
1-800-453-4792
Complexe Centre-Ville
Sainte-Foy
Sherbrooke (819) 566-5667
1-800-567-6920
Place Jacques-Cartier

Deux économistes, deux thèses. Alors, qui croire?



richard daignault
à Ottawa

Un ancien sous-ministre des Finances du gouvernement fédéral croit qu'un retour au contrôle des prix et des salaires aura raison des problèmes économiques du Canada et permettrait une reprise ordonnée de l'économie.

Un autre économiste, connu pour son appui aux thèses monétaristes, prétend que non seulement les contrôles sont inefficaces mais qu'ils compliquent les choses.

L'ancien sous-ministre, Tom Shoyama, est maintenant professeur à l'université de Victoria, Colombie-Britannique. Il présente son point de vue dans la revue "Options politiques" (édition mars-avril) publiée par l'institut de recherches politiques.

En somme, Shoyama défend le budget du ministre des Finances, Allan MacEachen. Mais il est en désaccord avec l'idée de contrôler les revenus par le biais d'une politique des revenus. On sait que cette idée continue de circuler dans les milieux fédéraux. Comment ça marcherait? En gros, ceux qui restreindraient leurs revenus à des niveaux établis d'avance bé-

néficieraient de ristournes de l'impôt.

La complexité d'un tel système affole Shoyama qui préfère un retour aux contrôles, comme en 1975. Il estime toutefois que l'organisme qui appliquerait les contrôles devrait mener les choses plus rudement que par le passé.

Des contrôles nuisibles

Selon un des économistes les plus en vue de l'Ontario, Thomas J. Courchene, le pire de la crise économique serait passé et les contrôles sur les prix et les salaires seraient non seulement inutiles mais nuisibles.

Le président du Conseil économique de l'Ontario, dans un article préparé pour la chaîne Southam et publiée récemment, croit que les récentes statistiques démontrent que le rythme de croissance de l'inflation ralentit au Canada et que si on le calculait, comme on le fait aux Etats-Unis, il ne serait, en réalité, que de 7,5 pour 100 au lieu de flotter entre 11 et 12 pour 100.

Courchene écrit que la performance des prix, au cours des deux derniers mois, ne garantit rien. Mais elle concorde avec une tendance mondiale. Les salaires ont été stoppés avec plus d'efficacité aux Etats-Unis qu'au Canada, ajoute Courchene, mais il faut prévoir "une décélération as-

sez dramatique" dans ce domaine parce que les gens vont se rendre compte que le combat contre l'inflation commence à donner des résultats.

Deux problèmes demeurent, selon l'économiste: les prix pétroliers et les salaires dans les diverses fonctions piques du pays.

Il y a un tel surplus de pétrole aux Etats-Unis que les prix chutent. Courchene croit que le Canada devrait éliminer certaines taxes. Marc Lalonde, le ministre de l'Energie, a déjà dit qu'il n'en est pas question.

Pour ce qui est des salaires des fonctionnaires, Courchene croit que les gouvernements doivent tenir les hausses mais sans l'imposition de contrôles.

Les contrôles imposent des plafonds salariaux. Mais ils deviennent des minimums. Or, la décélération pourrait être telle que des contrôles empêcheraient le rythme du ralentissement des hausses d'atteindre son véritable plancher.

Deux économistes. Deux thèses. Qui croire?

Il sera désormais permis aux municipalités de l'Ontario d'adopter les règlements municipaux dans les deux langues officielles.

La ville d'Ottawa avait formellement demandé au gouvernement ontarien l'adoption d'une loi autorisant l'adoption et la

AFFRONTER LA CRISE

publication des règlements municipaux en français et en anglais.

Selon sa façon de faire les choses, le gouvernement du premier ministre conservateur de l'Ontario, William Davis, a décidé de laisser l'initiative du bilinguisme municipal aux municipalités elles-mêmes. Une loi les déclarera libres d'agir à leur guise.

Le maire de Vanier, ville voisine d'Ottawa, où il y a 65 pour 100 francophone, a annoncé que toute la réglementation sera rédigée et adoptée en français, lorsque la loi sera votée. Wilfrid Champagne a déclaré que le français est, depuis longtemps, la langue de travail du conseil de ville mais les règlements ne pouvaient être adoptés officiellement qu'en anglais.

Les ambassadeurs et les diplomates de tous les pays étrangers qui vivent à Ottawa se sont fait coller 4,323 contraventions en 1981. Ils n'en ont payé que 184.

Jouissant de l'immunité diplomatique, ils peuvent se permettre de stationner illégalement, de brûler les feux rouges, etc. La police municipale n'a pas le droit de les poursuivre. Les trois pays qui détiennent le record des contraventions sont la Guinée, l'Egypte et l'Algérie.

André Maltais, le député libéral de Manicouagan, a été hospitalisé cette semaine pour subir une intervention chirurgicale mineure. Il doit revenir au travail la semaine prochaine.

Mesures d'urgence réclamées par les partis d'opposition

(D'après PC et UPC) — Les partis d'opposition aux Communes ont immédiatement réclamé des mesures d'urgence afin de relancer l'emploi et ont soutenu que le programme de créations d'emplois annoncé, jeudi, par le ministre Lloyd Axworthy, était tout à fait insuffisant. Les partis d'opposition réagissaient, ainsi, aux chiffres, publiés, hier, par Statistique Canada touchant le nombre record de 1.119.000 travailleurs sans emploi au mois de février augmentant, de la sorte, le taux de chômage désaisonnalisé à 8,6 pour 100.

Le député conservateur de Joliette, M. Roch LaSalle, a soutenu que le programme de M. Axworthy aura sans doute des effets à moyen et à long terme mais il ne répond pas aux besoins d'aujourd'hui.

Il a également fustigé les libéraux pour avoir refusé de s'associer au gouvernement du Québec dans un programme d'urgence de lutte contre le chômage.

Il a aussi déclaré que les chiffres d'hier prouvent que "nous avons raison de réclamer la présentation d'un nouveau budget qui comporterait un plan d'urgence contre le chômage".

Quant à la critique financière du Nouveau Parti démocratique, M. Nelson Riis, il a déclaré que le programme annoncé par le ministre Axworthy touchant l'attribution d'un montant de 20 millions pour la création de 10.000 emplois d'été pour les étudiants est insignifiant en comparaison des chiffres de Statistique Canada.

Ces chiffres, devait-il ajouter, devraient stimuler le public à exercer des pressions sur les politiciens fédéraux afin qu'ils retournent au travail, faisant allusion ainsi au litige existant entre le Parti libéral et le Parti conservateur qui les gardait hors de l'enceinte parlementaire depuis 11 jours.

La critique conservateur en matière de travail, M. David Crombie, a dit que le gouvernement ne pouvait plus parler de difficultés économiques à court terme.

Quant au chef néo-démocrate, Ed Broadbent, il a déclaré, lors d'une conférence de presse, "la tragédie humaine et la honte politique des 1.119.000 chômeurs".

Il trouve que les 20 millions supplémentaires affectés à la création d'emplois d'été sont "plus que pitoyables" alors que la vraie solution au problème du chômage est la création d'emplois permanents. Il a aussi réclamé des taux d'intérêt moins élevés, de nouveaux emplois et des taxes sur les profits bancaires que l'on consacrerait au logement.

Le critique financier du NPD avait, d'autre part, soutenu que la crise du chômage était pire que celle annoncée puisque, d'après les chiffres du NPD, le taux de chômage approcherait 15,2 pour 100.

M. Dennis McDermott, président du Congrès du travail du Canada, a qualifié hier, l'annonce du mini-programme de création d'emplois de "tactique de diversion" par rapport aux statistiques sur le chômage qui viennent d'être rendues publiques.

M. McDermott ajoute aussi que Statistique Canada a admis que le chiffre officiel de 1.119.000 chômeurs exclut des milliers d'hommes et de femmes qui ont cessé de se chercher de l'emploi parce qu'ils savent qu'il n'y en a pas et que, s'ils étaient inclus, le total des sans-emploi se rapprocherait plutôt de 1.500.000.

Il souligne, en outre, que le gouvernement fédéral a une politique économique monétariste qui a plongé le pays dans la récession. Comme premier pas, vers un redressement, dit-il, la Banque du Canada devrait recevoir l'ordre de remplacer immédiatement sa politique flottante de taux d'intérêt par des taux fixes à 2 pour 100 maximum au-dessus du taux d'inflation. Il considère aussi que le gouvernement devrait entreprendre un programme majeur d'investissements notamment dans les domaines des transports, de l'industrie forestière et du logement.

SUPER-SPÉCIAL SOMMEIL

ÉPARGNEZ 90⁰⁰

sur l'achat d'un ensemble
CARILLON
de SIMMONS
(temps limité)



POUR DORMIR SUR VOS DEUX OREILLES

512 ressorts *adjusto-rest* (format double) pour un meilleur support
rembourrage luxueux de feutre de mousse
couverture piquée *micro-quilt* avec surface coussinée
sommier-tapissier assorti pour un meilleur confort et une plus grande durabilité

DES DIMENSIONS ET DES PRIX DE TOUT REPOS

	sommier et matelas (ensemble)		matelas seul
	régulier	réduit	réduit
lit jumeau	389 \$	299 \$	169 \$
lit double	459 \$	369 \$	199 \$
lit grand format	529 \$	439 \$	239 \$

RABAIS EXCEPTIONNELS SUR LES ENSEMBLES DEEPSLEEP et BEAUTYREST DE SIMMONS AINSI QUE TOUS NOS CANAPÉS-LITS

Disponibles à nos 3 magasins

LA GALERIE DU MEUBLE

ROCHE-BOBOIS:
16, RUE COURCELETTE
681-4101

CONTEMPORAIN:
18, RUE COURCELETTE
681-0171

TRADITIONNEL:
1299, BOUL. CHAREST O.
681-0171

LES GALERIES
DE LA CAPITALE
681-0171

Les petites choses qui font toute la différence: personnel qualifié et courtois-service de décoration intérieure gratuit-vaste sélection de meubles, tapis, tissus, papiers peints, stores, lampes, accessoires décoratifs, gravures-visite à domicile-entreposage et mise de côté-inspection et polissage des meubles en atelier avant livraison-livraison et installation dans les principaux centres de la province-satisfaction ou remboursement-garantie d'un an (sauf tissus)-Cartes de crédit acceptées.

BOSE

sélectronic

Enceinte à réflexion directe
331 Un concept étonnant découlant d'une philosophie mariant le son à l'espace. Remplissez votre environnement de grande musique.

meilleur prix CERTIFIÉ

\$195 ch.

QUÉBEC 600, Belvédère, 683-2525
STE-FOY 2651, Hochelaga, 658-4555
ROBERVAL Carrefour Jeanne, 275-5555
AMOUI 172, St-Benoît nord, 629-2300

VOUS DÉMÉNAGEZ?

Gratuit: un camion jouet à tout nouveau client.

Sur présentation de cette annonce, tout nouveau client recevra lors du déménagement, ce camion jouet en métal aux couleurs de Transport Couture.

Un camion jouet par nouveau client.

Cette promotion prend fin le 30 juin 1982 inclusivement.

ESTIMATION GRATUITE
692-0986

TRANSPORT COUTURE LITEE

DEMENAGEMENT 48, St-Paul Québec

FILIALE DU GROUPE GESTION GENISCO

SPÉCIAL DE LA SEMAINE

DIM LUN MAR MER JEU

Le week-end sur semaine

Évadez-vous cette semaine ou toute autre semaine.

Du dimanche au jeudi soir, l'Hôtel Alpine Inn vous offre un forfait de trois (3) jours et deux (2) nuits consécutifs comprenant deux (2) petits déjeuners et deux (2) soupers

a compter de **85,50 \$** par personne*

Pour réserver, composer le 514-229-3516.
Au Québec, composez sans frais le 1-800-363-2577.

*Selon les disponibilités. Occupation double. Aucun autre frais applicable à ces tarifs. 25,00 \$ par personne (adulte ou enfant) occupant la même chambre. Offre valide du 14 mars au 30 avril 1982.

Hotel Alpine Inn

«Perdu dans la nature»
Autoroute des Laurentides, sortie 69
Ste-Marguerite Station, Ste-Adèle
(Québec) J0T 2K0

"Ça va très mal, monsieur!"



AFFRONTER LA CRISE

guy dubé

"Ça va très mal, monsieur, c'est une catastrophe! Il est grand temps que les chômeurs se réveillent. Le Québec a l'air d'une véritable usine à chômeurs actuellement."

Assise dans un bureau sur lequel tout employé du ministère de la Main-d'œuvre lèverait le nez, Jeanne Lalanne, elle, s'y sent à l'aise.

Cette femme semble être née pour les chômeurs, dans un pays plein de chômeurs. Elle est responsable du mouvement Action-chômage, de Québec, un des 81 bureaux de ce genre en province, qui se définit comme étant "un service de dépannage gratuit pour toute personne aux prises avec l'assurance-chômage".

"Depuis un an ou un an et demi, c'est grave dans notre région: 104 fermetures d'usine, 28,000 prestataires de plus, 162,000 personnes sans emploi, soit près de 35 pour 100 de la population travaillante. Il n'y a qu'un emploi de disponible pour 45 personnes."

"On est dans un cul-de-sac. Le monde ne peut plus se tirer d'affaire. Les secteurs mous, comme le textile et la chaussure, sont morts. La paroisse Saint-Sauveur, c'est un quartier d'assistés sociaux; il y a deux ans, c'était un quartier d'ouvriers", crie Mme Lalanne.

Jeanne Lalanne met la rudesse de la situation économique actuelle sur le dos des forts taux d'intérêt: "C'est les taux d'intérêt qui sont responsables, c'est pas les petites entreprises; c'est le gouvernement fédéral qui maintient les taux trop élevés. Il va falloir que ces taux baissent, sinon il n'y aura pas de reprise. Ça ne peut pas continuer de même, ça prend des changements pour très très bientôt..."

Cent appels par jour

Depuis un an, le nombre d'appels téléphoniques qu'Action-chômage reçoit quotidiennement a doublé; il se situe présentement aux environs de 100.

Dans la plupart des cas, explique-t-elle, les gens se plaignent

des retards dans l'émission des chèques d'assurance-chômage.

"Non seulement les chômeurs ne reçoivent que 60 pour 100 de leur salaire, mais ils sont punis par les délais administratifs. Si je vous disais qu'il y en a qui attendent leur chèque depuis le 4 décembre dernier...? C'est terrible ça! Et c'est toujours la faute de l'ordinateur. Des retards de trois à quatre mois, on voit ça souvent!"

"Rien qu'au bureau de la rue Dorchester, le gouvernement fédéral a coupé sept employés occasionnels, alors qu'il y a plus de travail que jamais dans ce domaine."

"Les lois sont très compliquées et les gens sont mal informés sur leurs droits. Il y a un million de chômeurs au Canada et je pense qu'ils méritent mieux que cela. Il est temps qu'on se réveille et qu'on dise 'assez, c'est assez!'", s'exclame Jeanne Lalanne.

De l'assurance-chômage au bien-être social

"C'est presque tous des gens non syndiqués qui viennent ici, indique Mme Lalanne. Des gens dépressifs, moins confiants en eux-mêmes qui, dans la plupart des cas, ne pensaient jamais se retrouver chômeurs ou assistés sociaux un jour."

"Bien souvent, les gens sans emploi n'ont pas droit à l'assurance-chômage. Ils sont référés au bien-être social", précise-t-elle.

"Que voulez-vous qu'une personne en bas de 30 ans fasse avec \$131 par mois", demande la responsable d'Action-chômage qui cite des chiffres: pour vivre au-dessus du seuil de la pauvreté, il faut qu'un couple ayant quatre enfants à sa charge ait des revenus de \$1,497 par mois; or, cette même famille d'assistés sociaux obtient des revenus mensuels de \$947, y inclus les allocations familiales.

Par ailleurs, la moyenne des chèques émis par l'assurance-chômage est de quelque \$110 par semaine, par prestataire. "Il va falloir que des mesures drastiques soient prises très bientôt", lance Jeanne Lalanne.



Jeanne Lalanne reçoit une centaine d'appels par jour à Action-chômage.

Annonces gratuites d'offres d'emploi dans LE SOLEIL

Face à la situation difficile qui prévaut dans l'emploi, LE SOLEIL a décidé de s'impliquer directement en donnant aux entreprises, commerçants et employeurs la possibilité d'annoncer tout à fait gratuitement les offres d'emploi.

Des annonces publicitaires à cet effet sont publiées à compter d'aujourd'hui dans LE SOLEIL en page C-8 et ce, jusqu'à mardi pro-

chain inclusivement (le 16 mars). Les emplois ainsi offerts seront publiés dans la section "Emploi" des annonces classées, les 22, 23 et 24 mars prochain.

"Si nous permettons ainsi à un chômeur ou une chômeuse de se trouver un emploi, ce sera au moins un autre pas de fait", précise à cet effet M. Jean Fortier, directeur du marketing au SOLEIL.

Record en février Plus d'un million de personnes sans emploi

OTTAWA (PC) — Un nombre record de 1,119,000 travailleurs étaient sans emploi au mois de février, augmentant ainsi le taux de chômage désaisonnalisé à 8,6 pour 100, a révélé hier Statistique Canada.

Le chiffre de 1,000,000 de chômeurs a ainsi été dépassé pour le deuxième mois consécutif. En janvier dernier, 1,096,000 personnes ont été incapables de se trouver un emploi et le taux a été de 8,3 pour 100.

La force ouvrière, les personnes travaillant ou celles à la recherche d'un emploi, a augmenté de 30,000 à 11,539,000 en février.

Par contre, le nombre de personnes ayant un emploi a baissé de 162,000 à 10,421,000, continuant le déclin amorcé il y a un an.

La baisse de l'emploi a surtout été remarquée dans l'industrie de la construction; les employés de l'industrie manufacturière ont aussi été victimes du chômage, a ajouté l'agence.

Le taux de chômage désaisonnalisé a augmenté de 0,6 à 7,2 pour 100 chez les ouvrières de plus de 24 ans. Chez les hommes du même groupe d'âge, il a augmenté de 0,1 à 5,8 pour 100.

Chez les femmes ayant moins de 24 ans, le taux a baissé de 0,2 à 13 pour 100 alors qu'il a

augmenté de 0,2 à 16,8 pour 100 chez les ouvriers masculins de moins de 24 ans.

Sur une base provinciale, le taux désaisonnalisé a augmenté de 0,5 pour 100 à 14,5 pour 100 à Terre-Neuve, de 0,1 à 11,6 pour 100 dans l'Île-du-Prince-Édouard, de 1,2 à 7,6 pour 100 en Nouvelle-Écosse, de 0,4 à 11,6 pour 100 au Québec, de 0,2 à 7,6 pour 100 en Ontario et de 0,6 à 8,8 pour 100 en Colombie-Britannique.

Le taux a baissé de 0,2 à 13 pour 100 au Nouveau-Brunswick, de 0,1 à 6,4 pour 100 au Manitoba, de 0,3 à 4,5 pour 100 en Saskatchewan et de 0,1 à 4,5 pour 100 en Alberta.

Voici le taux de chômage enregistré dans les grandes villes canadiennes en février, avec entre parenthèses le taux du mois de janvier.

- Saint-Jean, T.-N., 13,7 (11,7); Halifax, 12,5 (9,2);
- Saint-Jean, N.-B., 12,4 (12,1); Chicoutimi, 6,2 (11,7); Québec, 12,9 (11,9); Montréal, 11,4 (10,8); Ottawa-Hull, 7,1 (6,3); Sudbury, Ont., 9,6 (9,0); Oshawa, Ont., 9,8 (14,9); Toronto, 6,4 (6,1); Hamilton, 8,8 (8,5);
- Saint Catharines-Niagara, Ont., 12,7 (15,6); London, Ont., 9,4 (6,5); Windsor, Ont., 7,6 (10,2); Kitchener-Waterloo, Ont., 9,5 (10,1); Thunder

- Bay, Ont., 12,5 (8,1); Winnipeg, 7,3 (7,1); Regina, 5,7 (4,3); Saskatoon, 8,0 (8,8); Calgary, 5,5 (5,4); Edmonton, 6,0 (6,4); Vancouver, 7,3 (6,3); Victoria, 11,4 (10,7).

Pritt ça colle

La façon idéale de coller proprement et instantanément à la maison... emballage cadeaux • photos • livres • recettes • carton • tissus, etc.



Economique, Pritt remplace les colles liquides et les rubans adhésifs. Pritt s'utilise également au bureau et à l'école.



En bref... En bref...

- Le mouvement Action-chômage de Québec compte maintenant deux permanents: outre Mme Lalanne, on y retrouve M. Claude Lemieux.
- Les bureaux d'Action-chômage sont situés au 435 rue du Roi, à Québec, près de la rue de la Couronne.
- Le numéro de téléphone d'Action-chômage est 523-7117.
- Une grande manifestation

- est prévue à Montréal, le 3 avril prochain, pour tous les chômeurs et assistés sociaux du Québec.
- La moitié des chômeurs sont des jeunes, âgés d'une vingtaine d'années, qui viennent de quitter l'école ou l'université.
- Le Québec a enregistré un nombre record de faillites en février 1982: 405 faillites commerciales, contre 271 un an plus tôt.

55 ANS ET PLUS

Chambres pour personne seule ou couple. Excellente nourriture, grand salon avec T.V. Très beau secteur, près de l'église St-François d'Assise et de tout.

Pour information: 529-0171

SERVICE DE CURRICULUM VITAE ET D'ORIENTATION de Québec Enr.

LISE MATHIEU et MICHELE MATHIEU
Conseillères d'orientation

- Rédaction de curriculum vitae
- Orientation scolaire et professionnelle
- Tests d'aptitudes, d'intérêts et autres
- Information scolaire et professionnelle
- Relation d'aide et connaissance de soi

Pour rendez-vous, téléphoner entre 9h00 et 17h00
965, Chemin Ste-Foy, Québec
Tél.: 683-5708

COURS INTENSIFS D'ANGLAIS

C.R. JEAN-TALON
SERVICE DE L'ÉDUCATION DES ADULTES CHARLESBOURG

Cours de conversation débutant le 29 mars 1982. Fin: 7 mai 1982

DUREE: 6 semaines / 90 heures
HORAIRE: de 9h00 à 12h00 du lundi au vendredi inclusivement
COUT: \$90

ANGLAIS-VOYAGE

Vous projetez un voyage à l'étranger? Alors, voici le cours que vous désirez. Ce cours est de niveau débutant. Même coût et même horaire que le précédent.

INSCRIPTION: Jusqu'au 24 mars 1982

POUR PLUS D'INFORMATIONS: 626-2646 (entre 15h00 et 22h30)

RESPONSABLE: Gisèle Benoit

HC HOPITAL DE CHAUDRONS QUÉBEC ENR.

LE SEUL CENTRE DE RÉPARATIONS DE CHAUDRONS À QUÉBEC TOUTES MARQUES

TEL.: 687-2559

Jusqu'à samedi prochain seulement: SUPER SPÉCIAUX NETTOYAGE

Épargnez jusqu'à 50%

Même qualité exceptionnelle Seuls les prix ont changé!

* Service de livraison à domicile, de 8h à 18h: \$0,25, quel que soit le montant facturé.

CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

CANADIENNES OU COUPE-VENT \$2.99

Vêtement en duvet — \$3,00 additionnels
OFFRE VALABLE JUSQU'AU 20 MARS 1982 pour un maximum de 10 vêtements

CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

MANTEAUX (sans garniture) \$3.69

Manteau en duvet — \$3,00 additionnels
OFFRE VALABLE JUSQU'AU 20 MARS 1982 pour un maximum de 10 manteaux

CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

ROBES ORDINAIRES \$2.99

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 20 MARS 1982 pour un maximum de 10 robes

CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

COMPLETS OU COSTUMES ordinaires, 2 pièces \$2.79

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 20 MARS 1982 pour un maximum de 10 vêtements

Gouvernement du Québec Office de la langue française

Examen d'agrément des réviseurs et des réviseuses

L'Office de la langue française tiendra une deuxième séance d'examen en vue de reconnaître des personnes aptes à assurer la qualité de la langue des manuels scolaires. La liste officielle des personnes qui auront réussi cet examen sera envoyée à tous les producteurs de matériel didactique qui en feront la demande.

Critère d'admissibilité à l'examen

Les candidats et candidates devront posséder un diplôme universitaire en traduction, en linguistique, en lettres françaises ou dans une discipline connexe. Une expérience pertinente en révision ou correction d'épreuves pourra compenser l'absence de diplôme dans l'un de ces domaines.

Toute personne désireuse de s'inscrire à l'examen doit faire parvenir son curriculum vitae et une photocopie de ses diplômes, s'il y a lieu, à:

Madame Anne-Marie Boudoin
Office de la langue française
Service des linguistes-conseils
800, place Victoria
Case postale 316
Montréal (Québec) H4Z 1G8

Date limite d'inscription: 15 avril 1982 (le cachet de la poste faisant foi)

La séance d'examen aura lieu à Montréal; si le nombre de personnes le justifie, il pourra y avoir une séance à Québec. Les personnes admises recevront une fiche d'inscription indiquant la date, l'heure et l'endroit de l'examen. Celles qui auront réussi recevront un certificat d'agrément.

Pour tout autre renseignement, veuillez téléphoner à (514) 873-7201.

SPÉCIAUX-SUÈDE

Procédé de nettoyage exclusif Jusqu'à 40% de rabais

Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

MANTEAUX DE SUÈDE LONGS \$18.99
MANTEAUX DE SUÈDE TROIS-QUARTS ... \$16.99
VESTES DE SUÈDE \$12.99

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 20 MARS 1982 pour un maximum de 5 vêtements

Peau de porc, imperméabilisation nécessaire — \$3,00 additionnels

Teinturerie Française

524-4686
1080, de la Canadière, Québec
1029, rue Cartier, Québec
1003, route de l'Église, Ste-Foy

teinturerie QUÉBEC

529-8491
155, boul. Wilfrid-Hamel, Québec
5350, Henri-Bourassa, Charlesbourg
Place Fleur-de-Lys (entrée no 2)

BUANDERETTES

Deltanet

1345, chemin Ste-Foy, St-Sacrement
Plaza Laval, Ste-Foy
7185, Henri-Bourassa, Charlesbourg
Chez les Provisoires participants

Métro de surface et démocratie



Jacques dumais

Une firme d'experts mandatée par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec (CTCUQ), en 1980, recommande l'adoption chez nous du système léger de transport sur rail (SLR) qui fait la gloire des Albertains. Rendu public jeudi, son rapport vient confirmer le préjugé, déjà favorable à l'époque, des élus de la région métropolitaine pour un joujou séduisant qui donnerait, dit-on, le coup de barre au transport en commun d'ici l'an 2000.

Cette étude nous a déjà coûté \$200,000 et conclut à la nécessité d'autres... études dans une région paradoxalement la mieux pourvue en thèses poussées. Cela devrait inciter nos leaders à une pause régénératrice eu égard au mythe-de-l'expert-qui-sait-tout. On pourrait concevoir, dès maintenant, une stratégie prioritaire de consultation et d'information du public lui-même sur cette option à long terme. Car elle s'avère d'une importance capitale tant pour l'efficacité de son transport en commun que pour sa qualité de vie urbaine.

Dans le résumé de l'étude de la direction de la planification de la CTCUQ, on se montre dangereusement silencieux sur l'impact environnemental consécutif à l'avènement d'un métro de surface et / ou de couloirs permanents pour la flotte actuelle et future d'autobus classiques. Pourtant, le recours aux tunnels, ponts, stations sur des artères partiellement résidentielles, comme le boulevard St-Cyrille, jusqu'à Sainte-Foy, et la 1ère Avenue, jusqu'à Charlesbourg, n'a rien d'une bagatelle administrative.

Depuis 20 ans, nos planificateurs et politiciens ont suffisamment saccagé le centre-ville de Québec comme cela pour que, désormais, les résidents se montrent extrêmement vigilants. Si le "progrès" moderne implique maintenant la présence de cours de triage sous le balcon des petits propriétaires et commerçants, autant dire adieu à la revitalisation du centre-ville et bienvenue à l'extension des banlieues plus vivables. Le triste épisode de l'autoroute Dufferin-Montmorency ne doit jamais plus se répéter, même au nom, cette fois, de la plus noble cause du transport en commun.

On comprend les élus de la région d'afficher leur libéralisme pécuniaire du fait que c'est le gouvernement du Québec qui défraye entièrement les études et les coûts d'implantation d'un métro de surface (de \$120,000,000 à \$240,000,000 en dollars d'aujourd'hui). Mais comme ils prendront "dans un avenir rapproché les décisions qui s'imposent", sur la base de l'étude précitée, espérons qu'ils auront privilégié, auparavant, une transparence démocratique qu'on ne leur a pas connue jusqu'à maintenant.

Le SLR peut effectivement être une bonne solution. Mais on doit collectivement la comprendre et la vouloir autrement que sous l'angle d'un nouveau gadget à la mode ou qu'à la faveur d'une crise énergétique s'amenuisant et qui fonderait trop d'espoir sur ce choix "inéluçtable" d'un collectif rapide par les automobilistes invétérés que sont les Québécois. La "volonté politique" nouvelle des élus doit d'abord décourager le transport privé par un frein aux subventions directes et indirectes qu'ils lui versent dans chaque municipalité jusqu'au Complexe "G" et au Vieux-Québec.

L'option du SLR, par ailleurs, ne saurait écarter l'impérieuse et moins coûteuse solution d'une intégration poussée de tous les modes actuels de transport en commun, depuis l'autobus jusqu'au taxi en passant par le rail urbain encore disponible. A quand un tel "consensus régional"?



revue de presse

Querelles de conservateurs

Il semble impossible de faire cesser les luttes intestines chez les Tories au sujet du leadership de M. Joe Clark. Le bon sens ne semble guère compter pour les partisans du rejet de M. Clark ou les supporters de successeurs en puissance. Et parfois ces candidats en puissance eux-mêmes ne peuvent résister à la tentation de soulever les passions.

Le résultat c'est que lorsque M. Clark finira par démissionner, le parti sera violemment divisé (comme il l'est toujours), et que le prochain leader aura tout autant de difficulté à maintenir la paix et à sauver sa peau.

Lors de leur convention au Québec, la lutte s'est faite entre le président du parti M. Peter Blaikie (qui affirme ne pas être candidat au leadership) et M. Brian Mulroney, qui était déjà candidat en 1976 et n'a jamais cherché à dissimuler son enthousiasme pour ce poste.

Il n'y a que chez les Tories qu'une bataille puisse être livrée au Québec entre deux sommets du parti dont la langue première est l'anglais (bien que tous deux soient bilingues).

L'élection des partisans de M. Mulroney aux deux vice-présidences du parti équivaut à une giflette en plein visage pour M. Clark. M. Blaikie, qui est un supporter déclaré de M. Clark, a déclaré avec amertume: "En ce qui me concerne, la guerre est déclarée ouvertement. Il y a une tentative évidente pour prendre le contrôle de cette association, et elle est en rapport avec le leadership."

Mais ce n'est pas la première fois. Il y a deux semaines à peine, les membres du propre caucus parlementaire de M. Clark ont rejeté les délégués qu'il avait nommés au comité exécutif national du parti, et ont élu leurs propres délégués — parmi lesquels deux sur trois avaient critiqué ouvertement M. Clark (MM. Allan Lawrence et Ron Huntington).

Bien que M. Clark ait affirmé qu'il mettra son leadership en jeu lors de la convention qui doit avoir lieu à Winnipeg en janvier 1983, le parti n'est pas satisfait. Cette hâte à rejeter M. Clark est absurde. (Le 2 mars).

The Ottawa Citizen

le monde vu d'ici

Mitterrand à Washington



marcel pépin

Le triste dénouement des élections au Guatemala, où l'omniprésence des militaires a transformé l'épreuve électorale en parodie de la démocratie, accentue les pressions sur Washington pour éviter que le régime qu'ils soutiennent au Salvador n'offre au monde le même genre de spectacle révoltant.

Au Guatemala, la violence fait partie du menu quotidien. L'exploitation la plus éhontée de la population amérindienne se poursuit sans espoir de redressement, malgré les exhortations conjuguées des mouvements de gauche, d'une droite libérale et d'une Eglise pas aussi au service du pouvoir que ce n'était le cas déjà.

L'ennui, c'est que les militaires identifient instinctivement tout mouvement réformiste au sabotage communiste, justifiant ainsi une répression qui donne des nausées à tout homme civilisé. Cette hantise du communisme trouve un écho favorable à Washington, où on semble croire que le monde latino-américain se divise entre communistes et pro-américains, alors que la brutale réalité indique bêtement que ces populations sont divisées en deux camps fort inégaux: d'un côté, ceux qui exploitent les paysans et les petits ouvriers, par la force des armes et de la terreur, et de l'autre côté une masse d'analphabètes, qui ne saurait distinguer Lénine de Reagan.

Plutôt que de concéder à la gauche des pays d'Amérique centrale au moins le droit de défendre une juste cause, celle de la libération des opprimés, Washington continue d'assimiler les mouvements de libération à des instruments de pénétration du marxisme. Cela a pour effet indéniable de pousser ces groupes dans les bras des propagandistes du communisme, que ces bras soient cubains, soviétiques ou est-allemands.

Au Salvador, cette incapacité de l'autorité américaine de mettre la droite au pas plonge le pays dans un cul-de-sac qui menace les fondements mêmes des principes qui justifient la lutte au communisme. Quand un pays affiche le terrible bilan de 30,000 morts et de 500,000 réfugiés ou exilés en deux ans, on ne peut prétendre qu'il puisse s'y exercer l'ombre d'une démocratie réelle. Peut-on cautionner semblable cauchemar?

C'est la question que posera sans doute le président François Mitterrand à son homologue américain, au cours des discussions que tiennent les deux hommes à Washington depuis hier. La France, tout comme le Mexique, refuse la lecture américaine du drame latino-américain.

Au lieu d'ostraciser le jeune régime sandiniste au Nicaragua, qui écope de la lourde tâche d'appliquer un début de justice sociale dans un pays épuisé par une dictature sanguinaire, la France a tendu une main amicale au nouveau régime et lui accorde un soutien diplomatique crucial, à un moment où Washington veut l'exclusion du nombre de ses voisins amis.

La France a fourni des armes au Nicaragua, appuyé l'initiative mexicaine en vue d'un règlement politique au Salvador et publiquement dénoncé l'attitude américaine qui pousse, selon elle, la gauche de ces petits pays à joindre le club communiste, faute d'appui dans le camp occidental.

Cette politique a été verbalement reçue à Washington, où le général Alexander Haig, secrétaire d'Etat, multiplie les déclarations provocantes à l'encontre de tous les mouvements dits de gauche.

L'objectif de la France est de démontrer que les pays occidentaux sont capables de faire la distinction entre une lutte en faveur d'une juste cause et le sabotage communiste. C'est un langage que les Américains, qui prônent une solution militaire à la révolte qui essaime en Amérique centrale, refusent. Pour obliger le secrétariat d'Etat à revoir son analyse, le président français devra se faire très persuasif. Mais il n'est pas dit qu'il ne puisse réussir. Les Américains n'ont pas intérêt non plus à s'isoler sur le plan diplomatique et à jouer les vilains sur toutes les scènes. Leur intérêt commande qu'ils sachent appuyer au bon moment une gauche sincère, plutôt que de s'enliser avec une extrême droite honnie, au Guatemala, au Salvador ou au Nicaragua.

Pour l'Amérique centrale aux prises avec la misère endémique, la voix du président français constitue un espoir que Washington aurait tort de négliger. On devrait savoir à Washington que le communisme n'a de prise que dans les sociétés où les masses n'ont plus rien à perdre.

le mot du rédacteur en chef

Question: qui s'occupe de la censure dans le journal



claud masson

Le lieu: cégep de Chicoutimi.

L'occasion: une journée sur la presse écrite.

Les participants: de 800 à 1,000 étudiants.

Inévitablement, inlassablement, la grande question surgit: "Qui s'occupe de la censure dans votre journal?"

Habitué à cette interrogation, ma réponse devait venir tout aussi cinglante: "Il n'y a pas de censure dans les journaux!"

Est-ce vrai? Dans le contexte social que nous connaissons, au Québec en particulier, tout cas de censure serait jeté sur la place publique par la personne ou le

corps public qui en serait la cause, par le journaliste qui aurait été l'objet de censure, par son syndicat chargé de le représenter et de le défendre, par la Fédération des journalistes qui protège les intérêts professionnels, par les directeurs de rédaction eux-mêmes.

A la limite, le plaignant peut faire appel aux tribunaux en invoquant le droit du public à l'information ou encore au Conseil de presse du Québec en y logeant une plainte.

L'informateur qui s'adresse à un journal surveille lui-même le suivi de son information. Si celle-ci est fondée et jugée crédible après vérification mais qu'elle n'est pas publiée, l'informateur interrogera les responsables sur le pourquoi de cette non-publication: censure? discrimination? préjugé défavorable?

Le lecteur, de nos jours, est lui aussi conscientisé, sensibilisé, éclairé, éveillé. Toute

censure apparente ou camouflée qui serait découverte serait immédiatement dénoncée, peut-être même dans le même journal par le biais de l'Opinion des lecteurs ou d'une lettre à l'éditeur.

Les journalistes sont eux-mêmes très vigilants face à leurs textes. Bien sûr, des modifications peuvent être apportées pour compléter un article, pour apporter un élément supplémentaire, pour améliorer le style mais jamais obligation ne leur est faite de changer le fond de l'histoire, à moins que le contenu soit jugé contraire aux faits eux-mêmes.

D'ailleurs, de plus en plus, dans les conventions collectives de travail, les journalistes sont très bien protégés contre tout contrôle abusif de l'éditeur ou de ses représentants:

"LE SOLEIL reconnaît l'indépendance professionnelle du journaliste lorsque, à l'intérieur du mandat qui lui est confié par la direction de la rédaction, il

cueille des nouvelles, fait des comptes rendus ou des analyses ou des commentaires ou lorsqu'il accomplit du travail d'édition", est-il écrit en toutes lettres dans le contrat de travail.

Les journalistes, dans leur mandat d'informer, ne sont pas non plus obligés de suivre le contenu de la politique éditoriale du SOLEIL.

Mais, direz-vous, ce sont les journalistes qui mènent tout?

Dans le même contrat de travail, le Syndicat des journalistes reconnaît le droit à l'employeur de diriger et d'administrer LE SOLEIL de même que le libre exercice du droit de l'éditeur.

Dans la grande majorité des salles de rédaction, aujourd'hui, ce sont des journalistes qui occupent les fonctions de responsabilités. Ainsi, au SOLEIL, toute la direction de la rédaction est formée de journalistes. Or, ceux-ci par-

tagent les mêmes préoccupations professionnelles, la même éthique journalistique que leurs collègues, syndiqués ou non. Autrefois, lorsque des administrateurs géraient les salles de rédaction, il y avait souvent confusion entre l'information, la publicité, la gestion, l'administration d'un journal.

Quant aux éditeurs eux-mêmes, qui sont la plupart du temps les propriétaires du journal comme c'est le cas au SOLEIL, ils n'interviennent pas dans le contenu de l'information. Ils proposent, suggèrent, préconisent des améliorations ou des transformations mais, d'expérience, ils n'imposent pas leurs vues.

Cet énoncé est valable pour les grands quotidiens, les revues d'importance, les grandes stations de radio et de télévision mais l'intervention des éditeurs-propriétaires est encore forte dans les petites "boîtes" d'information.

Vente et réouverture du Jardin des Pionniers

par Pierre MARTEL

Le mandataire du Trust Général du Canada dans le dossier du Jardin des Pionniers de Neuville, la firme de gestion Raymond, Chabot, Martin, Paré et Cie, vient de prendre deux décisions importantes: l'entreprise sera mise en vente et sa réouverture est assurée.

Aujourd'hui, la firme de gestion fait paraître dans LE SOLEIL un appel d'offres pour l'achat du commerce qui constitue une attraction touristique importante. En vertu de celui-ci, les acheteurs auront jusqu'au 6 avril 1982 pour se manifester.

Le représentant de Raymond, Chabot, Martin, Paré et Cie, M. Gaëtan Normandin, a précisé que l'appel

d'offres ne constituait pas une liquidation d'actifs. "En fait, nous mettons en vente un commerce en état d'opérer", a-t-il précisé. Par ailleurs, M. Normandin a ajouté que le Jardin des Pionniers est assuré de rouvrir ses portes à la mi-juin. "Si nous n'avons pas d'acheteur le 6 avril, c'est nous qui allons gérer le Jardin des Pionniers au cours de la prochaine saison estivale. Il est donc

assuré que l'entreprise va survivre", a expliqué le représentant de la firme de gestion. Dans le dossier de l'entreprise de Neuville depuis le début de février, le mandataire du Trust Général du Canada a acquis la conviction que l'attraction touristique peut être rentable.

Planification

D'ailleurs, depuis quelques jours,

le représentant de la firme de gestion a amorcé les démarches nécessaires pour l'ouverture du Jardin des Pionniers à la mi-juin. "Nous avons commencé à planifier la réouverture de l'entreprise. Nous envisageons, entre autres, de prendre les mesures nécessaires pour améliorer le service à la clientèle soit par de nouvelles attractions ou la création de nouveaux programmes", de confier M. Normandin. Il ajoute: "Au cours des pro-

chains jours, nous allons débiter les négociations avec les concessionnaires sur le terrain, prévoir l'ensemencement de fleurs, réserver des spectacles, préparer une campagne publicitaire et entreprendre des démarches auprès des écoles et des clubs d'âge d'or". "Je suis formel, il va y avoir de l'activité au Jardin des Pionniers pendant la prochaine saison estivale", de conclure le représentant de la firme de gestion.

Une aide fédérale de \$3 millions permet à Inglis de rouvrir Admiral

par Réal LABERGE

MONTMAGNY — L'usine Bélanger-Admiral de Montmagny sera rouverte d'ici à quelques semaines et 332 des 465 employés mis à pied en décembre dernier seront graduellement rappelés au travail, tandis que la plupart des autres seront réembauchés au cours des deux prochaines années. Cette relance a été rendue possible par la décision du gouvernement fédéral d'accorder à la société Inglis Limited, de Mississauga, Ontario, une subvention et une contribution remboursable d'un montant de \$3 millions, qui lui permettront d'acquiescer les usines de la Corporation Admiral à Montmagny et Mississauga. L'agence d'examen de l'investissement étranger a également donné son autorisation à Inglis, qui est une entreprise contrôlée à 43,1 pour 100 par Whirlpool Corporation, de Benton Harbour, Michigan.

A cette bonne nouvelle apportée par le ministre de la Défense, M. Gilles Lamontagne, qui en était à une 4e visite à Montmagny en moins de trois mois, quelque 500 Montmagnois habituellement peu démonstratifs lui ont réservé une vive ovation. "Si nous avons la mémoire longue lorsqu'on nous fait de mauvais coup, nous avons la mémoire aussi longue pour les bons coups", a lancé radieux, le maire de Montmagny, le Dr Cajetan Gauthier!

Retrait provincial

Ce commentaire s'adressait sans nul doute au gouvernement du Québec et au ministre du Tourisme, l'Industrie et du Commerce, M. Rodrigue Biron, qui ont finalement retiré une offre d'aide de \$1 million devant favoriser la transaction.

Par le biais de la désignation spéciale récemment accordée, à Montmagny-L'Islet, le fédéral a comblé la mise de fonds réclamée par Inglis, en portant sa participation de \$2 à \$3 millions. A la veille de l'annonce faite par M. Lamontagne, M. Biron a expliqué le retrait du Québec, tandis que l'Ontario continue les négociations d'une participation de \$1 million par le fait que le gouvernement québécois avait fait sa large part comme créancier hypothécaire pour \$24 millions dans la faillite de la Corporation Admiral.

Projets d'Inglis

L'achat d'Admiral par Inglis sera probablement complété d'ici à la fin de mars, a précisé son président, M. Robert Collins-Wright. A partir du milieu d'avril, Inglis commencera à réembaucher 750 ex-employés d'Admiral, soit 332 à Montmagny et 399 à Mississauga. Quelque 340 autres seront aussi rappelés au travail dans ces deux usines, au cours des deux prochaines années. Aucune mention n'a été faite au sujet de la troisième usine, à Cambridge, Ontario.

Le vice-président, M. Doug Smith, a signalé qu'au cours des trois prochaines années, la société Inglis fera d'importantes dépenses en immobilisations, en vue de renouveler et de remplacer le matériel de fabrication et de traitement et procéder à une réorganisation et à l'agrandissement de ses installations.

Inglis respectera les garanties contractées par Admiral. L'entreprise centralisera à l'usine Bélanger de Montmagny la fabrication des cuisinières, qui seront mises en mar-

ché sous les marques d'Admiral, Inglis, Whirlpool et Kenmore. Rien n'est encore décidé, quant aux "beaux poésies Bélanger".

Des heureux

L'un des principaux instigateurs de la désignation spéciale et de la décision d'Ottawa, le député libéral de Belchasse, M. Alain Garant, s'est déclaré heureux que le gouvernement fédéral ait accepté de compenser une participation provinciale "qui n'est pas venue", et permis ainsi d'engager définitivement la relance économique de Montmagny-L'Islet.

De son côté, le président d'Inglis s'est également dit heureux de voir que le plus important employeur de Montmagny va devenir le plus grand fabricant de cuisinières au Canada, en s'associant à son entreprise. Vous avez bien travaillé pour Montmagny, et ses travailleurs vous remercient d'avoir si bien rempli votre rôle, a déclaré en substance à M. Lamontagne le président du syndicat de Bélanger-Admiral, M. Léo Fournier. Il a également signalé la collaboration syndicale qui s'est manifestée, par la signature d'un contrat de travail anticipé avec Inglis. "Maintenant, il faut faire quelque chose pour L'Islet", a-t-il lancé!

Pour M. Jean-Paul Cloutier, récemment nommé président du Comité d'adaptation communautaire de la désignation spéciale, il y a lieu de s'étonner de la rapidité et de l'efficacité de l'aide fédérale, alors que la désignation n'est effective que depuis deux mois. Il y a eu un effort de concertation à imiter pour la zone de

Port-Cartier / Sept-Îles et le secteur de L'Islet.

Le président du Conseil économique de Montmagny Inc., M. Yves Ménard, s'est félicité de ce que le président d'Inglis a affirmé sa foi première dans les hommes, plutôt que dans la machinerie, rencontra ainsi ce que Montmagny est surtout en mesure d'offrir à son plus haut niveau de qualité.

Au nom du Conseil régional de la CSD, son président, M. Minier Courbron, a notamment remarqué que la collaboration entre les intervenants industriels et ouvriers de Montmagny ont fait la preuve que c'est là le moyen d'obtenir ensemble ce que chacun veut.



Acclamé par la presse internationale
LE FAMEUX MISSION 700



Seulement **399\$** la paire

stéréquad
710, côte Franklin Québec
687-0909

50%* de rabais au Bavard Roy

Le Bavard Roy, depuis longtemps leader des brasseries de Sainte-Foy, s'est encore amélioré: nouvelle décoration, excellente cuisine, plats du jour le midi et table d'hôte élaborée en soirée.

Pour vous donner une première bonne raison de venir voir tous ces changements, les plats du jour du midi et toute la nourriture consommée entre 17 h et 22 h sont réduits de 50%.



Plats du jour du midi

lundi 15	mardi 16	mercredi 17
Pain de viande	Pâté de poulet	Nouilles au porc
Filet de poisson créole	Rôti de porc	Boeuf braisé
+ soupe, thé ou café	+ soupe, thé ou café	+ soupe, thé ou café

De 17 h à 22 h, les trois soirs: tout est réduit de 50%, sauf bière et vin.

* La réduction de 50% s'applique à la nourriture consommée au Bavard Roy, sauf bière et vin, les 15, 16 et 17 mars, et est calculée à partir du prix habituel.

Brasserie Le Bavard Roy
2500, chemin Sainte-Foy

lundi 15, mardi 16, mercredi 17 mars

Surprise CARLAIN

DU 15 AU 27 MARS 82


LE COUPLE DIANASKIN ET BUL' MASK	BUL' MASK	DIANASKIN	KERATOLYSE
rég.: 33 ⁰⁰ \$	rég.: 30 ⁰⁰ \$	rég.: 25 ⁰⁰ \$	rég.: 28 ⁰⁰ \$
SPECIAL 25⁰⁰\$	SPECIAL 22⁰⁰\$	SPECIAL 19⁰⁰\$	SPECIAL 20⁰⁰\$

Rabais de 10% accordé sur tout achat de produits Nelly De Vuyst d'une valeur minimale de 15,00\$



Galeries de la Capitale 628-8785 Place Fleur de Lys 529-1373 Place Laurier 653-4049

JEAN-PAUL FORTIN



Souliers importés d'Italie
exclusifs à Jean-Paul Fortin

Galeries de la Capitale (Mezzanine) Place Fleur de Lys Place Laurier Place Québec

Les médecins plus enclins à la toxicomanie

par Roger BELLEFEUILLE
Le médecin, homme ou femme, est susceptible de glisser plus facilement que d'autres sur la pente de l'alcoolisme ou d'autres toxicomanies. En raison des attributs que lui confère la société et de l'image qu'il en vient à se fabriquer de lui-même. Pour éviter

le piège, il doit rester conscient des limites de sa condition humaine, comme tout autre individu. Il doit en outre se convaincre que le bonheur ne s'achète pas, que la sécurité émotive n'est aucunement proportionnelle à la richesse du compte de banque.
C'est essentiellement le message

livré, hier, par le Dr Paul-André Marquis, psychiatre, chef du département d'Alcoolologie et de Toxicomanies de l'hôpital Saint-François-d'Assise, à Québec. Son auditoire: une cinquantaine de résidents et d'internes des deux sexes réunis à l'occasion du sixième congrès annuel de leur fédération, au Mont Sainte-Anne. Un auditoire jeune, donc, à peine au seuil de sa vie professionnelle et qui a écouté avec attention les propos de leur aîné, dont la clientèle compte aussi des "confrères" alcooliques et toxicomanes.

un confrère en fin de soirée, dans un corridor, à la faveur d'une rencontre fortuite dans un ascenseur.

L'alcoolique ou le toxicomane mène un combat. L'ennemi: la douleur. Globale. Morale. Qui ne s'exprime pas aussi facilement sur le plan verbal que la douleur physique, plus identifiable, mieux localisable.

Or, le médecin est la "mémoire" de la santé pour tout patient. Il est le guérisseur. D'où le danger de se laisser prendre par la "naïveté" de son pouvoir. De surestimer sa propre force psychologique, de se croire immuniser contre tous les maux dont se plaignent ses malades.

Surmené, plongé dans son travail, ne vivant pratiquement que pour lui, il vient à s'isoler socialement et à s'assécher culturellement. "Des médecins, de dire le Dr Marquis, n'ont jamais pu réussir à prendre cons-

science de leur vie familiale et de se qui gravite autour".

Mais comme d'autres, certains en viendront à chercher dans l'alcool ou dans quelque drogue, la solution "magique" à leurs problèmes, à leur vacuum affectif, oubliant que comme tout individu, ils ont des besoins fondamentaux, comme manger, dormir, aimer et être aimé.

Le profil

Qui est le médecin alcoolique? Un hyperactif qui pour calmer son anxiété avale de 10 à 12 heures de travail par jour, qui ne refuse jamais un client de plus, un hypersensible; un individu qui se livre difficilement, qui ne s'avoue pas, habité par une agressivité refoulée et fort carencé affectivement. Qui se sent incompris des autres, à commencer par sa propre femme.

Sur le plan de la conduite, il dissimule sa toxicomanie, dont l'habitude s'est prise généralement socialement; qui a appris à ne plus se préoccuper de la nature dangereuse des produits pharmaceutiques qu'il manipule chaque jour.

Pour le Dr Marquis, deux types de traitements existent. Sur le plan préventif, le médecin doit réaliser qu'il est comme tout autre individu, et encore plus, un candidat à quelque forme de toxicomanie. Il doit faire en sorte d'organiser sa vie de façon à ne pas mettre en veilleuse l'un ou l'autre de ses besoins fondamentaux, psychologiques comme physiques.

Sur le plan curatif, savoir, en tant que médecin face à un confrère dans cette situation, éviter l'attitude paternaliste, la "tape dans le dos", la prescription facile de pilules. Être capable d'une écoute attentive et de le diriger vers une ressource compétente.

Le Dr Marquis n'a pu citer de chiffres pour le nombre approximatif de médecins alcooliques ou toxicomanes, sinon des statistiques américaines. Le taux de cas déclarés est de cinq pour cent, en plus d'un autre cinq pour cent non déclarés.

Le problème est cependant assez aigu pour avoir incité la Corporation professionnelle des médecins du Québec à mettre sur pied un comité d'aide aux membres toxicomanes.

deux ans pour la concrétisation de la prison, détourné vers Mirabel en 1980 par les conservateurs, et ma récente visite à la prison Kent de Vancouver prouvent la bonne foi du gouvernement dans ce dossier," dit-il.

Une négation

Selon le Marquis, le médecin, plus que tout autre travailleur, est porté à nier l'état de dépendance dans lequel il a sombré. Par orgueil. Par prestige professionnel. Il en glissera un mot à

et bloqué par le ministère des Travaux publics, M. Dion a précisé qu'il était impensable de faire marche arrière puisque \$2.600.000 en crédit avaient été approuvés cette semaine par le Conseil du trésor, portant à \$6.680.000 l'argent investi dans le projet.

"La où le projet ne fait pas l'unanimité, c'est à Montréal, où une poignée de syndiqués du centre de détention de Laval rechignent à démanteler dans Portneuf," croit le député Dion. De fait, le politicien a bel et bien confirmé la fermeture éventuelle de cette institution insalubre, une mesure mise en doute par le CODAL.

"Le travail que j'effectue depuis

Portneuf: le projet de pénitencier sera mené à terme (le député Dion)

par Isabelle JINCHEREAU

(collaboration spéciale)
DONNACONA — Le député fédéral de Portneuf, M. Roland Dion, a réaffirmé hier l'intention du gouvernement de mener à terme d'ici 1985 le projet de construction d'un pénitencier à sécurité maximale de \$70 millions à Donnacona.

Réfutant les allégations lancées dernièrement par les membres du comité pour le développement de alternatives à l'incarcération (CODAL), comme quoi le projet de la prison était sérieusement contesté par les services correctionnels canadiens

voTRE enfant devient grand...

Faites une précieuse collection très personnelle: ses photos professionnelles prises régulièrement chez Sears.

20 photos en couleur 1295 en tout y compris un dépôt de 95¢

Pas de limite d'âge. L'ensemble comprend: 2 photos en couleur de 8 x 10, 3 de 5 x 7 et 15 de format portefeuille. 95¢ de plus pour chaque personne supplémentaire sur la photo. Vous choisissez l'arrière-plan; nous choisissons les poses.

Heures: lun.-mer 9:30-5:00, jeu.-ven 9:30-8:30, sam. 9:00-4:30

Place Fleur de Lys
Les Galeries Chagnon
et Place Laurier

Studio de Photographie
BÉBÉS • ENFANTS • ADULTES • GROUPES

Service de Passeport disponible

Disponibles pour achat additionnel

Portraits double image

vous en avez pour votre argent... et plus

Mme Lise Léveillé (ANN.) GAGNE UN VOYAGE A HAWAII GRACE A BOITEAU LUMINAIRE



C'est madame Lise Léveillé de Vimont qui a gagné le voyage à HAWAII de 2 semaines pour 2 personnes, plus \$1.000 en argent de poche, offert par les 14 magasins BOITEAU LUMINAIRE.

Madame Léveillé a rempli son coupon de participation au magasin BOITEAU LUMINAIRE du Centre 2000 à LAVAL. Sur notre photo, on reconnaît madame Léveillé et son époux, et monsieur Marcel Voyer, propriétaire du magasin du Centre 2000.

D'autre part, 2 des 14 bons d'achats de \$200 ont été gagnés par des résidents de la région de Québec. Il s'agit de M. J. Dufour de Ste-Foy et de M. Luc Robitaille de St-Romuald.

Félicitations à tous les gagnants.

ESPACES AVANTAGEUX A LOUER

Au Centre-Ville de Québec
Complexe Bibliothèque de Québec

Joignez-vous au ministère des Affaires indiennes ainsi qu'au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources ainsi qu'aux détaillants qui ont déjà loué dans le secteur commercial du Complexe de la Bibliothèque de Québec, Centre-Ville, 320, St-Joseph est.

Ce complexe immobilier de 4 étages comprend en plus de bureaux, 35 boutiques réparties sur 2 étages, le tout relié au Complexe Centre-Ville, à l'Edifice de la Communauté Urbaine de Québec, etc.

HÂTEZ-VOUS, CAR IL NOUS RESTE DE TRÈS BONS LOCAUX DISPONIBLES.

Installez-vous dans un quartier bien établi, c'est un emplacement idéal! Stationnement sous l'immeuble, 555 places autos.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE 7000 INC.
SERVICES DE LOCATION

Appelez: **(418) 525-4931**
PRÊT DANS QUELQUES MOIS



SERVICE DE LA VOIE PUBLIQUE BETON BITUMINEUX 1982

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné que des offres cachetées, scellées, endossées comme suit:

- "OFFRE POUR LA FOURNITURE ET LA POSE DE MELANGES BITUMINEUX PRÉPARÉS & POSÉS A CHAUD - 1982 (CONTRAT "A")"
- "OFFRE POUR LA FOURNITURE A L'USINE DE MELANGES BITUMINEUX PRÉPARÉS A CHAUD - 1982 (CONTRAT "B")"
- "OFFRE POUR LA SCARIFICATION & LE REPROFILAGE A CHAUD - 1982 (CONTRAT "C")"

et adressées au Greffier de la Ville, Hôtel de Ville, Québec, seront reçues jusqu'à vendredi, le 26 mars 1982, à ONZE HEURES (11h00), heure locale.

Les soumissionnaires sont priés de prendre note que le bureau du Greffier est habituellement fermé entre 12h15 et 13h45. La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Les intéressés peuvent se procurer les documents pertinents au secrétariat du Service de la Voie Publique, situé au 2 Ave. Chauveau (niveau rez-de-chaussée). Ils pourront aussi obtenir les renseignements pertinents en s'adressant au personnel du Service de la Voie Publique au numéro de téléphone 694-6391.

Les personnes intéressées à assister à la séance d'ouverture des soumissions pourront le faire en se rendant au bureau du Greffier à la date et à l'heure qui marqueront l'expiration du délai accordé pour l'entrée des soumissions.

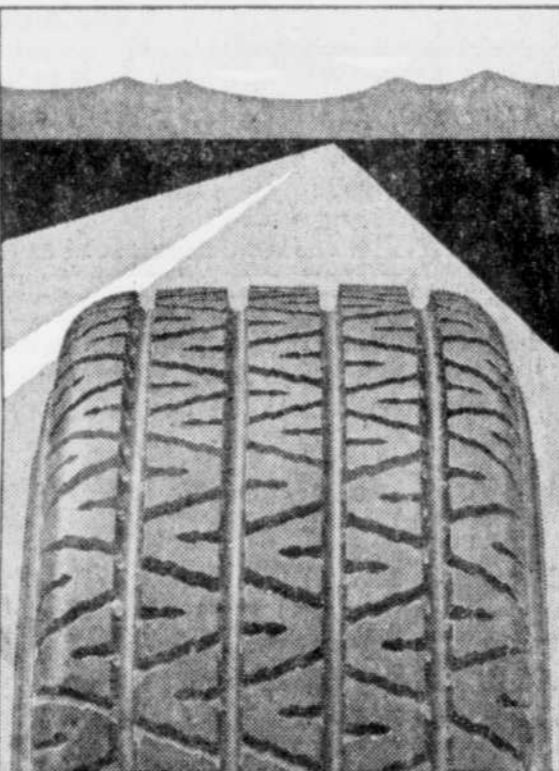
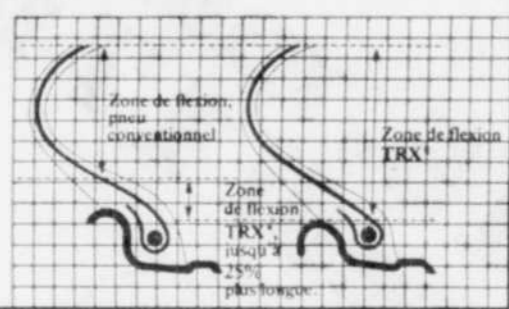
**LE GREFFIER DE LA VILLE
ANTOINE CARRIER, Avocat.**

Québec, le 4 mars 1982.

MICHELIN

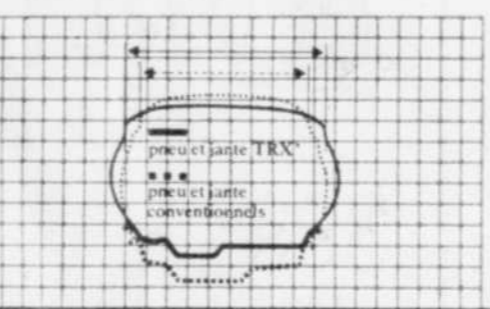
Michelin réinvente le plaisir de conduire

Nous vous présentons le TRX®, non pas un simple pneu, mais une toute nouvelle conception du plaisir de conduire. Perfectionné sur Formule 1, le TRX® est au radial ce que le radial fut au pneu à plis croisés. Il rassemble les toutes dernières innovations jamais vues encore dans un pneu de classe tourisme. Le flanc en son entier, du rebord de la jante jusqu'à l'épaule, agit comme zone de flexion, accroissant celle-ci jusqu'à 25%.*



Cette flexion accrue, allée à un profil bas et une bande de roulement large, procure au TRX® une meilleure absorption des inégalités de la route, une plus grande souplesse de roulement et une meilleure tenue de route dans les virages. Sa sculpture particulière lui donne une adhérence supérieure sur chaussée mouillée.

Monte sur jante spéciale, entièrement redessinée, l'ensemble TRX® confèrera à votre voiture une allure sportive et racée.



* Note: Ce pourcentage peut varier en fonction des dimensions de pneus comparés.

Venez faire l'essai sur route du TRX® chez votre revendeur Michelin.

La technologie MICHELIN c'est toute la différence



Un des gardes du corps de Parizeau soupçonné de vol

par Pierre BEAUREGARD
MONTREAL (PC) — Selon un porte-parole du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, des accusations pourraient être portées dès le début de la semaine prochaine contre l'un des gardes du corps attachés au ministre des Finances, M. Jacques Parizeau.

dont l'identité n'a pas été divulguée, sur les circonstances de l'incident. Après avoir été volée à la pointe du revolver par un automobiliste, sur la rue Sainte-Catherine, en plein centre-ville montréalais, une femme a porté plainte auprès des policiers montréalais. Immatriculation C'est en relevant le

numéro d'immatriculation du véhicule de son agresseur que la plaignante a permis aux policiers montréalais d'identifier le véhicule comme étant une limousine du gouvernement mise à la disposition du ministre des Finances. A Québec, le directeur du Service des gardes du corps, au ministère de la Justice, M. Jean-Roc

Côté, a confirmé que l'homme a été suspendu de ses fonctions en attendant les résultats de l'enquête. Au cours d'une interview accordée à l'animateur Pierre Pascau, sur les ondes du réseau Telemedia, M. Côté a expliqué que l'individu était au service du gouvernement du Québec, en qualité de garde du

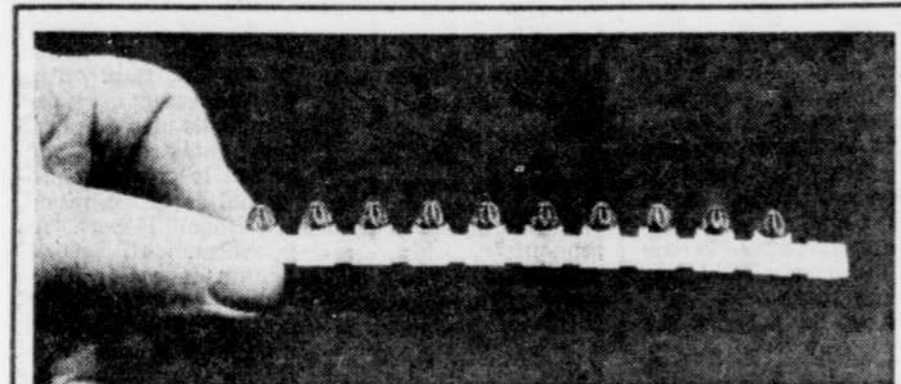
corps et de chauffeur depuis 1973. Selon M. Côté, la conduite de l'homme a été impeccable pendant tout ce temps. L'agent de sécurité faisait partie de l'équipe chargée d'assurer la protection du ministre Parizeau dans ses déplacements depuis le mois d'août 1981, a indiqué M. Côté au cours de l'entrevue.

Arrestation de trois membres de Greenpeace

A BORD DU RAINBOW WARRIOR (PC) — Les protestataires à bord du navire de l'organisation Greenpeace avaient espoir hier soir d'être rendus ce matin à New Carlisle, au Québec, où trois membres du groupe ont été conduits hier pour être accusés d'avoir violé les règlements régissant la chasse aux phoques.

Des représentants du ministère fédéral des Pêches et des agents de la GRC ont arrêté les "délinquants" sur les lieux de la chasse, dans le golfe Saint-Laurent, alors qu'ils répandaient de la

teinture verte sur les jeunes phoques. Les trois personnes arrêtées venaient de Vancouver, du Massachusetts et des Pays-Bas. Ils avaient réussi à ramener quelque 150 bêtes, rendant ainsi leurs peaux inutilisables. Deux photographes et un journaliste se trouvaient sur les lieux au moment des arrestations. M. Patrick Moore, directeur de l'expédition Greenpeace, a indiqué que l'association allait voir à faire libérer leurs compagnons sous cautionnement dès que leur navire serait à New Carlisle. Le directeur de l'organisme a déclaré que le travail de Greenpeace pour 1982 était terminé parce qu'il "est devenu clair que le gouvernement canadien arrêtera quiconque voudra interrompre la chasse".



Objets dangereux

Ces petits objets ne sont pas des chocolats, mais des balles pour un marteau pneumatique utilisé pour fixer des clous dans le béton. Onze mille de ces petits objets dangereux ont été volés dans une camionnette à Duberger. La police de Québec prie les parents de mettre leurs enfants en garde contre ces petits monstres qui, frappés avec un marteau, peuvent blesser. Il y en a des bruns, des verts, des jaunes et des rouges. Ils sont enchâssés dans une languette en plastique. Pour tout renseignement, communiquer avec les sergents-détectives Michel Deslauriers ou Yvon Vallée, à 694-6001.



Chez St-Hubert, c'est tout un anniversaire!

St-Hubert a 30 ans. Déjà!
Trente années qui ont vu le nom St-Hubert s'implanter partout, grâce à vous. Pour vous remercier de toutes ces belles années, St-Hubert vous offre la chance de venir célébrer l'événement à sa rôtisserie de Fort Lauderdale.

Jusqu'au 21 mars, participez à notre concours "trente fois merci". Vous pourriez gagner l'un des 57 repas pour deux personnes (un prix par rôtisserie) à la salle à manger St-Hubert de Fort Lauderdale, avec séjour d'une semaine sous le soleil de la Floride, incluant le transport par vol Nolisoleil d'Air Canada**, les transferts et l'hébergement à l'hôtel Galt Ocean Mile!

Bonne chance!

*Vous pouvez obtenir des coupons de participation dans toutes les rôtisseries St-Hubert participantes du Québec (salle à manger, comptoir, service à l'auto et livraison).

**Les vols Nolisoleil d'Air Canada sont exploités par Touram Inc.



en collaboration avec
CKCV 1280 AIR CANADA TOURAM LE SOLEIL

Copyright, tous droits de reproduction et de traduction réservés—Canada 1982—LES RÔTISSERIES ST-HUBERT L.TÉE, Lévis, P.Q., Canada

POUR LES PRO

BELL & HOWELL RC 50 144\$
Projecteur pour diapositives. Système à cube, télécommande pour avancement. Son plus bas prix.

BELL & HOWELL 10 MS 144\$
Projecteur 8mm et Super 8mm, marche avant, marche arrière, ralenti et arrêt sur image.

Ces prix sont en vigueur dans tous les Studios Gossein Ltee et sont sujets à changement sans préavis. Le texte prévaut sur les illustrations en toutes occasions.

LES STUDIOS GOSSELIN

LEVIS	102 A, route Kennedy	833-5672
	10, avenue Bégin	837-8868
QUEBEC	12, Côte de la Fabrique	692-4515
SAINTE-FOY	Complexe Centre-Ville	656-6309
	2600, boul. Laurier	653-3220
	3207, Chemin Sainte-Foy	

LEVIS — QUEBEC — SAINTE-FOY — MONTMAGNY — BEAUCE — SHERBROOKE — PLESSISVILLE — THETFORD MINES — JONQUIÈRE

L'AUTRE HILTON

CELUI DES GENS DE QUÉBEC

LES • RESTAURANTS
Le Croquembroche

Il y a le Hilton où l'on dort; c'est celui des visiteurs, des touristes et des congressistes. Mais il y a également le Hilton des gens de Québec. C'est le Hilton où l'on trouve le Croquembroche, l'une des tables les mieux cotées de tout Québec: spécialités les plus raffinées, vins fins, grande cuisine signée Jean Soulard.

Le Hilton des gens de Québec, c'est encore le Caucus, La Potinière, l'Éden. Brunch fastueux. Déjeuners d'affaires ou de plaisir. Dîners en famille.

L'autre Hilton, c'est pour nous... les gens de Québec!

Réservations: 647-2411
(Stationnement gratuit à Place Québec sur validation de votre billet par le maître d'hôtel.)

Hilton International Québec

Un incendie rase trois immeubles à Chicoutimi

par **Andrée ROY**

Les ruines de trois immeubles du centre-ville de Chicoutimi ravagés par les flammes hier matin, finissaient à peine de se consumer qu'elles étaient aussitôt rasées par une équipe de béliers mécaniques mandés par les autorités de la ville. "La raison en est simple. Pour une question de sécurité d'abord. Et parce que dans ce secteur, les réseaux de fils téléphoniques et électriques sont très fournis et que nous ne voulions pas courir le risque d'une panne provoquée par la chute d'un de ces murs", expliquait le sergent Aurélien Lalancette, préventiviste en incendies pour la ville de Chicoutimi, et chargé de découvrir les causes de ce dernier sinistre.

Moins de huit heures après le début de la conflagration, pour laquelle la première alerte a été sonnée à 4h09, il ne restait qu'un amas dépassant à peine un mètre de débris fumants des édifices qui abritaient, entre autres, le restaurant "La maison chinoise" (ancien "Mocambo"), le cinéma Cartier, et le petit commerce "Les beignes dorés", sur la rue Racine est, à l'intersection de la rue Lafontaine.

Bien qu'ayant justifié l'alerte générale, au cours de laquelle l'assistant-directeur aux incendies Gilles Gagnon a dirigé une quarantaine de policiers-pompier de Chicoutimi, en plus de demander l'intervention du camion-échelle de la ville voisine de Jonquières, l'incendie n'a fait aucune victime. Seul M. Serge Doyon, un étudiant au cégep de Chicoutimi qui, comme plusieurs de ses confrères, demeurait dans un des cinq logements situés dans l'édifice du restaurant chinois, a subi des brûlures à un bras en plus de s'infliger des engelures aux deux pieds.

Après la fête...

M. Doyon se serait brûlé en tentant d'éteindre les flammes qui ont pris naissance dans le logement qu'il occupait avec deux autres étudiants,

l'un de Caplan en Gaspésie, l'autre d'Alma au Lac-Saint-Jean. Ceux-ci faisaient partie de la douzaine de per-

sonnes qui ont été évacuées des immeubles en flammes et des quatre logements situés au-dessus de la bras-

serie "Le Baron", tout à côté.

Le sergent Lalancette n'a pu s'entretenir que très brièvement avec Doyon, hier après-midi, après avoir fait intercepter le jeune homme à Chapais par une patrouille policière. Il a ainsi appris que le cégépien, comme la plupart des évacués, passablement sans le sou et n'ayant presque pas un vêtement à lui, avait repris le chemin de la maison paternelle à Barraute en Abitibi, aussitôt sorti de l'hôpital vers 8h. Serge Doyon aurait dit aux premiers policiers arrivés sur les lieux du sinistre: "Le feu est pris dans un matelas".

Des autres témoins, parmi les étudiants, le sergent Lalancette a appris qu'une fête avait été donnée la veille dans l'appartement no 2 d'où originaient les flammes, et que les jeunes gens avaient joyeusement souligné un congé scolaire d'une dizaine de jours. C'est à la lumière de ces indices que l'enquêteur opèrerait, à prime abord, pour un incendie accidentel, probablement dû à la négligence d'un fumeur.

Dommages élevés

Chicoutimi connaissait ainsi un deuxième sinistre d'importance en moins de deux ans. Au début de juillet 1980, la majeure partie du centre commercial "Place du Saguenay" était ravagée par les flammes, les dégâts étant alors évalués à \$35 millions environ. Plusieurs centaines de travailleurs de la région s'étaient par la suite retrouvés sans emploi.

Cette fois, il s'agit de la destruction complète du cinéma Cartier, propriété de France-Films, au 291 Racine, qui ferait ses portes il y a une quinzaine de jours; du restaurant "La maison chinoise" et des cinq logements situés au 283, 285 et 287 Racine, propriétés de M. Howard Seto; et de "Les beignes dorés", de même que l'édifice à bureaux de trois étages qui l'abritait au 281 Racine (263 Lafontaine). "Les beignes dorés" ayant fait faillite dernièrement, la bâtisse était entre les mains des courtiers en immeubles Lalanberge Ltée. La brasserie "Le Baron", et les quatre

logements situés au-dessus, aux 295 et 297 Racine, ont été lourdement endommagés par la chaleur du brasier et l'eau déversée par les pompiers pour éteindre les flammes de s'y propager. Cet immeuble appartient à M. André Mazia.

Après que les murs des édifices

incendiés aient été abattus, les sapeurs ont creusé une tranchée coupe-feu entre la brasserie et ces débris, dont s'échappait encore une épaisse fumée, tard hier soir. Ces immeubles sont parmi les plus anciens construits "en dur" à Chicoutimi, datant de 1912, 1920 environ.



La façade de l'immeuble de trois étages abritant, entre autres, "Les beignes dorés", s'est écroulée en fin de matinée.

Camions-citernes pris en otages à Cabano par des garagistes déçus

par **Andrée ROY**

Disant être acculés à la faillite par le gouvernement et les compagnies pétrolières, une quarantaine de garagistes du Témiscouata ont décidé de moyens de pression exemplaires, hier, pour faire valoir leurs revendications. C'est ainsi qu'ils exhibaient à leur "tableau de chasse" 10 camions-citernes à remorque et trois "petites citernes" de 2.000 gallons, détournés puis bloqués à Cabano au cours de la journée.

"On va les garder là tant que les compagnies pétrolières ne réagissent pas", de signifier M. Ghislain Bégin, propriétaire de station-service et porte-parole des dizaines de garagistes mécontents. Ceux-ci sont locataires ou propriétaires de stations-service situées entre Saint-Honoré et Notre-Dame-du-Lac sur la route 185, et sur la 51 (ancienne route 289).

Avec la surtaxe sur l'essence décrétée par le ministre des Finances Jacques Parizeau, ils ont vu grimper le prix du litre d'essence régulière vendue à la pompe à près de 50 cents. Et quand le ministre Parizeau a décidé d'accorder une exemption aux garagistes québécois situés près des frontières de l'Ontario ou du Nouveau-Brunswick (où la surtaxe n'existe pas), l'injustice de leur sort leur est apparue, flagrante.

"C'est bien simple: de Québec, où l'essence est moins chère à cause de la guerre des prix que se livrent les compagnies, à Dégelis, qui bénéficie d'une exemption de 5 cents le litre, les automobilistes passent tout droit devant nos pompes!"

Rencontré jeudi soir pour rencontrer les représentants des huit compagnies distribuant l'essence dans leur ré-

gion, et dont aucun n'a daigné se présenter, les membres de la Fédération des garagistes et détaillants d'essence du Québec, secteur Témiscouata, ont décidé le blocus d'hier. Patrouillant la 185 et la 51, les garagistes interceptaient les camions-citernes pour les détourner sur Cabano et les bloquer sur la route de service de la tonnerrie. Le blocage devrait se poursuivre durant tout le week-end, aux dires des contestataires.

Les grands moyens

Rencontré jeudi soir pour rencontrer les représentants des huit compagnies distribuant l'essence dans leur ré-

gion, et dont aucun n'a daigné se présenter, les membres de la Fédération des garagistes et détaillants d'essence du Québec, secteur Témiscouata, ont décidé le blocus d'hier. Patrouillant la 185 et la 51, les garagistes interceptaient les camions-citernes pour les détourner sur Cabano et les bloquer sur la route de service de la tonnerrie. Le blocage devrait se poursuivre durant tout le week-end, aux dires des contestataires.



Chasse au cerf de Virginie à la réserve faunique de l'île d'Anticosti — Saison 1982

En 1982, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche offre aux chasseurs, différents modes de séjour à la réserve de l'île d'Anticosti pour pratiquer la chasse au cerf de Virginie:

1. Séjour en pavillon — avec guide
2. Séjour en pavillon — sans guide
3. Séjour en chalet
4. Séjour en carré de tente
5. Séjour en camping sauvage (Baie de l'Ours)
6. Le ministère offre également un combiné de chasse au cerf de Virginie et de pêche au saumon aux pavillons Jupiter 12 et Jupiter 30, pour la période du 19 août au 31 août 1982.

Modalités de transport applicables à tous les modes de séjour:

- Le transport aller-retour à la réserve de l'île d'Anticosti est aux frais et à la responsabilité des chasseurs;
- le transport terrestre aller-retour de Port-Menier au lieu du séjour de chasse est aux frais et à la responsabilité des chasseurs et sera assurée de Port-Menier par l'entreprise privée.

Services:

- Un magasin général et un dépanneur sont disponibles à Port-Menier.

Permis de chasse:

- Le coût du permis de chasse au cerf de Virginie n'est pas inclus dans le tarif du séjour. Ce permis est disponible seulement à Port-Menier ou à la Baie de l'Ours.

1. Séjour en pavillon — avec guide

- Pavillon MacDonald: maximum 10 chasseurs
- Pavillon Vauréal: maximum 10 chasseurs
- Pavillon Saumon: maximum 8 chasseurs
- Pavillon Jupiter 24: maximum 10 chasseurs
- Pavillon Jupiter 12: maximum 10 chasseurs
- Pavillon Jupiter 30: maximum 10 chasseurs

Saisons de chasse:

- Pavillons: MacDonald, Vauréal, Saumon et Jupiter 24: du 19 août au 1er décembre, cependant durant la période du 19 août au 31 août, les chasseurs ne sont autorisés à abattre que le cerf de Virginie mâle (loi du mâle).

— Pavillons: Jupiter 12 et Jupiter 30:

- du 1er septembre au 1er décembre

Tarif par chasseur:

- 1 000 \$ résident du Québec
- 1 250 \$ non-résident

Ce tarif comprend:

- cinq (5) jours à l'île, dont quatre (4) jours de chasse
- tous les repas et l'hébergement à l'île
- possibilité de deux (2) cerfs par chasseur
- service d'un guide avec véhicule pour deux (2) chasseurs

2. Séjour en pavillon — sans guide

- Pavillon Sainte-Marie: maximum 8 chasseurs
- Pavillon La Loutre: maximum 12 chasseurs
- Pavillon Carleton: maximum 10 chasseurs

Saison de chasse:

- du 19 août au 1er décembre, cependant durant la période du 19 août au 31 août, les chasseurs ne sont autorisés à abattre que le cerf de Virginie mâle (loi du mâle).

Tarif par chasseur:

- 600 \$ résident du Québec
- 750 \$ non-résident

Ce tarif comprend:

- cinq (5) jours à l'île, dont quatre (4) jours de chasse
- tous les repas et l'hébergement à l'île
- possibilité de deux (2) cerfs par chasseur
- transport terrestre aller-retour du pavillon au territoire de chasse, si requis.

3. Séjour en chalet

- Chalets Geneviève, 5 unités: maximum 4 chasseurs par unité

Saison de chasse:

- du 19 août au 1er décembre, cependant durant la période du 19 août au 31 août, les chasseurs ne sont autorisés à abattre que le cerf de Virginie mâle (loi du mâle).

Tarif par chasseur:

- 375 \$ résident du Québec
- 475 \$ non-résident

Ce tarif comprend:

- cinq (5) jours à l'île, dont quatre (4) jours de chasse
- l'hébergement à l'île
- possibilité de deux (2) cerfs par chasseur
- transport terrestre aller-retour du chalet au territoire de chasse, si requis.

4. Séjour en carré de tente

- (réservé aux résidents du Québec)
- Lac Wickenden, 5 unités: maximum 4 chasseurs par unité
- Secteur Naticotec, 5 unités: maximum 4 chasseurs par unité

Saison de chasse:

- du 1er septembre au 1er décembre

Tarif par chasseur:

- 200 \$

Ce tarif comprend:

- cinq (5) jours à l'île, dont quatre (4) jours de chasse
- l'hébergement en carré de tente
- poêle et bois de chauffage
- possibilité de deux (2) cerfs par chasseur

5. Séjour en camping sauvage — Baie de l'Ours

- (réservé aux résidents du Québec)

Saison de chasse:

- du 1er septembre au 1er décembre

Choix de périodes:

- a) 1er au 30 septembre
- b) 1er au 31 octobre
- c) 1er au 30 novembre

125 chasseurs seront admis par période pour un séjour de cinq (5) ou dix (10) jours. Un groupe ne peut comprendre plus de quatre (4) chasseurs.

Tarif par chasseur:

- 75 \$ pour un séjour de cinq (5) jours.
- 150 \$ pour un séjour de dix (10) jours.

Ce tarif comprend:

- possibilité de deux (2) cerfs par chasseur

6. Combiné chasse au cerf de Virginie et pêche au saumon

- Pavillon Jupiter 12: maximum 10 personnes
- Pavillon Jupiter 30: maximum 10 personnes

Saison du combiné:

- du 19 août au 31 août; durant cette période, les chasseurs ne sont autorisés à abattre que le cerf de Virginie mâle (loi du mâle).

Tarif par chasseur-pêcheur:

- 1 200 \$ résident du Québec
- 1 500 \$ non-résident

Ce tarif comprend:

- cinq (5) jours à l'île, dont quatre (4) jours de chasse et de pêche
- tous les repas et l'hébergement à l'île
- possibilité de deux (2) cerfs par chasseur, et de pêche au saumon
- service d'un guide avec véhicule pour deux (2) chasseurs-pêcheurs.

Modalités de réservation pour tous les modes de séjour

- inscription à un tirage au sort
- frais d'inscription de 3 \$ par formule d'inscription
- la formule d'inscription disponible à la fin de février 1982 dans les bureaux régionaux du ministère, fournit les renseignements, règlements et modalités relatifs au tirage
- les inscriptions doivent parvenir au Service des renseignements et des réservations du ministère à Québec, avant le 27 mars 1982
- tout participant dont le nom a été retenu au tirage, est avisé, par écrit, du numéro qu'il a obtenu et les autres reçoivent un avis
- les appels logés auprès des gagnants, pour choisir une réservation, débutent en fin d'avril
- suite au choix des gagnants, les disponibilités restantes sont offertes au public, par téléphone, à compter du 17 mai 1982, à 9 heures.

Nombres à composer, sans frais:

- Région de Québec: 643-5349
- Région de Montréal: 873-5349
- Ailleurs au Québec: 1-800-462-5349
- Extérieur du Québec (frais d'appel): 1-418-643-5349

Gouvernement du Québec
Ministère du Loisir,
de la Chasse et de la Pêche

almanach moderne 1982

GAGNEZ UN VOYAGE AU MAROC VOIR PAGE 88

LE GLOBE TERRESTRE
TOUS LES PAYS
LES PETITS TRUICS

PSYCHOLOGIE
SCIENCE
AU FEMININ

SANTÉ
ALIMENTATION
SPORT

864 PAGES
UNE VÉRITABLE
ENCYCLOPÉDIE ANNUELLE
POUR SEULEMENT
3,95\$

EN VENTE PARTOUT

Pour tout apprendre et tout connaître...

- l'univers
- les humains
- les animaux
- les sciences
- la politique
- l'alimentation
- les voyages
- les sports
- les spectacles
- l'astrologie
- la météo

Une mine inépuisable de renseignements à la portée de chaque membre de la famille...

Je désire recevoir... exemplaire(s) de l'ALMANACH MODERNE 1982 au prix de 3,95\$ chacun. Ci-inclus la somme de \$.....

NOM

ADRESSE

VILLE

PROVINCE.....CODE POSTAL.....

Postez à:
ALMANACH MODERNE
5701
Christophe-Colomb
Montréal, Qué.
H2S 2E9

DINER-CAUSERIE
La Corporation Professionnelle des Comptables en Administration Industrielle du Québec (Section Québec)



M. Jean-Marie Poiras, O.C.
DATE: Le lundi 15 mars 1982 à 17h45
LIEU: Hôtel Loews Le Concorde
CONFÉRENCIER INVITE: M. Jean-Marie Poiras, P.D.G. du Groupe La Laurentienne
THEME: La Laurentienne en marche
PRIX: \$12. membres; \$15. non-membres
Veuillez confirmer votre présence en communiquant avec M. Roger Bédard, r.a. au 661-7430 (ANN.)

SUIVEZ LE GUIDE

Et découvrez du nouveau!

...le nouveau code de la sécurité routière
...les nouvelles lois du travail
...les nouvelles ressources pour les personnes âgées

Dans LE GUIDE 82:
100 pages supplémentaires!

Un GUIDE révisé, complet...
Un GUIDE indispensable!

En vente partout

Gouvernement du Québec
Ministère des Communications

3^e ÉDITION

le guide 82

tous les services de l'État québécois auxquels vous avez droit

Multiplés appels à propos de la lotion "miracle"

par Roger BELLEFEUILLE

La nouvelle parue dans notre édition de jeudi concernant la mise au point d'une lotion susceptible de traiter certains cas de calvitie est loin de laisser nombre de lecteurs et lectrices indifférents. Les appels téléphoniques se sont multipliés au SOLEIL de la part de personnes désireuses d'en savoir plus sur ce produit "miracle".

L'information est arrivée comme un cheveu sur la soupe, les dermatologues de Québec consultés à ce sujet n'ayant pas encore eu vent de cette nouvelle "cure". Habituellement, de confier le Dr Jean Bernard, du CHUL, la littérature scientifique fait état des travaux de recherche, et Santé et Bien-Etre Canada avise la gent médicale et pharmaceutique de tout nouveau produit.

LE SOLEIL a rejoint à Toronto, le fils du promoteur de cette nouvelle lotion, qui sera connue sous le nom de formule "MJS", M. Dennis Steele.

Celui-ci a indiqué que le produit sera disponible sur le marché d'ici deux à trois semaines et que sa mise en vente sera précédée, à compter d'aujourd'hui, d'une vaste campagne de publicité dans tous les quotidiens du pays, dont LE SOLEIL.

À Santé et Bien-Etre Canada, un porte-parole du service de la protection du consommateur, le Dr N. Armstrong, a précisé au SOLEIL que le nouveau produit ne s'adresse qu'aux personnes qui ont subi une perte naturelle de cheveux, en raison, par exemple de facteurs héréditaires. Genre de calvitie "normale" chez les hommes ou d'éclaircissement de la chevelure chez la femme. Il n'est aucunement

indiqué dans les cas de perte de cheveux faisant suite à une maladie ou autres affections du cuir chevelu. Le Dr Armstrong a tenu à préciser que le traitement n'est pas garanti et qu'il peut devenir fort coûteux. En effet, une série de 30 ampoules coûte \$100 et le traitement doit être répété indéfiniment.

Par ailleurs, le chauve ne devra pas espérer retrouver la tignasse de son adolescence. Le traitement, s'il réussit, selon une dépêche de l'agence UPC, sur la foi de renseignements fournis par la compagnie, fera non pas apparaître une chevelure fournie, mais plutôt un "cheveu épais, à fleur de crâne, visible", davantage cependant qu'un simple duvet.

SOLDE DE FIN D'ANNÉE

**MANTEAUX
EN CHAT LYNX
TACHETE NATUREL**

VALEUR DE 3 899\$

POUR 2 899\$

VISON

Manteaux en vison naturel, pastel ou ranch peaux allongées

Valeur de 2 299\$

pour **1 999\$**

Manteaux en vison naturel "Black Diamond", peaux allongées

Manteaux en vison naturel pastel "Canada Majestic", peaux allongées

Manteaux en vison femelle naturel ranch "Canada Majestic", peaux allongées

Valeur jusqu'à 3 899\$

pour **2 999\$**

LOUP

Manteaux en loup naturel, peaux allongées

Manteaux en chat sauvage lustré naturel, peaux allongées

Valeur jusqu'à 2 499\$

pour **1 699\$**

CHOIX VARIES

Manteaux en gabardine doublé rat musqué teint

Manteaux en renard bleu naturel

Manteaux en ultra suède doublé rat musqué teint

Manteaux en opossum américain naturel

Jaquettes en loup naturel bordées renard Shadow naturel

Valeur jusqu'à 1 699\$

pour **999\$**

un nom... une réputation!



Grandeurs désassorties,
quantités limitées
Retouches d'ajustement gratuites
Garantie d'un an avec
police d'assurance
Plan de mise de côté
2 heures de stationnement gratuit
Toute vente finale
au comptoir seulement
Aucun intérêt avant la livraison

Le Salon de fourrures
ROLAND FORGUES LTÉE

461, St-Joseph est, Québec, mail centre-ville 529-0077